

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 924

[2004/200693]

4 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 33 et 37;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 24 septembre 2003;

Vu l'avis CD-3i04-CWaPE-034 de la Commission wallonne pour l'Energie du 5 septembre 2003;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne du 20 octobre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 36.010/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :1^o "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;2^o "compteur à budget" : le compteur de gaz permettant le paiement et la facturation de la consommation d'énergie via une carte rechargeable ou tout autre système équivalent;3^o "médiateur de dettes" : les institutions agréées en application du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et les médiateurs visés à l'article 1675/17 du Code judiciaire;4^o "Administration" : la Division de l'Energie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie.5^o "code NACE-BEL", la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de statistiques (deuxième édition 1998) dans un cadre européen harmonisé, imposée par le règlement (C.E.E.) n^o 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans les Communautés européennes, tel que modifié par le règlement (C.E.E.) n^o 761/93 de la Commission du 24 mars 1993.6^o "Commission locale d'avis de coupure" : commission constituée dans chaque commune, conformément à l'article 46 du décret;7^o "zone de distribution de gaz" : zone où le gaz est considéré comme disponible, c'est à dire, zone où la distance entre le point de prélèvement et le réseau de distribution est inférieure à 25 m;

CHAPITRE II. — Obligations de service public spécifiques aux fournisseurs

Section I^{re} — En matière de régularité, qualité et facturation des fournitures**Art. 2.** Le fournisseur est tenu d'acheter la quantité de gaz nécessaire correspondant à la consommation de ses clients finals, conformément aux dispositions du règlement technique visé à l'article 14 du décret.**Art. 3.** Les factures comprennent au moins les mentions suivantes :1^o la période couverte par le décompte;2^o le montant global de la facture;3^o la mention du prix global moyen par kWh sur la période couverte, toutes taxes comprises pour la clientèle non assujettie à la taxe sur la valeur ajoutée;4^o le délai de paiement et la date d'échéance de celle-ci;5^o le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que le numéro de téléphone du service contentieux;6^o le numéro de téléphone du service à contacter 24 h/24 h en cas de suspicion de fuite de gaz ou en cas de panne résultant d'un problème technique sur le réseau;7^o le numéro de téléphone du service à contacter.

Section 2 — En matière d'information et de sensibilisation à l'utilisation rationnelle de l'énergie

Art. 4. § 1^{er}. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, un bilan récapitulatif. Ce bilan vise à fournir un outil d'analyse des consommations énergétiques au client.

Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel, le bilan récapitulatif est établi dans le mois qui suit le relevé du compteur. Il accompagne la facture annuelle et reprend la consommation des 12 mois précédant le relevé.

Pour les clients dont le relevé de consommation est mensuel, un bilan récapitulatif est établi avant le 31 mars de chaque année. Il reprend la consommation relative à l'année civile écoulée.

§ 2. Le bilan récapitulatif mentionne obligatoirement :

1° dans la mesure où le client disposait déjà de la fourniture de gaz, le prix au kWh global moyen, toutes taxes et redevances comprises, les consommations, les périodes sur lesquelles elles portent, sous forme graphique, de la période de douze mois précédent le relevé et des trois périodes de 12 mois antérieures, si le client était effectivement fourni par ce fournisseur, ou lorsqu'il s'agit du fournisseur par défaut visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

2° pour les clients résidentiels, la consommation moyenne de clients-types telle que définie par la CWaPE, présentée sous forme graphique avec mention de la position du client final;

§ 3. Le bilan récapitulatif mentionne les surcharges perçues par les pouvoirs publics en les globalisant selon les catégories suivantes, en y intégrant la T.V.A. le cas échéant :

1° surcharges sociales;

2° surcharges environnementales;

3° surcharges liées au fonctionnement des organes de régulation;

4° redevance pour occupation du domaine public destinée aux communes.

Aux fins de déterminer la quote-part de chacune des quatre catégories visées à l'alinéa précédent, la redevance de raccordement visée aux articles 40 et 41 du décret est ventilée selon une clé de répartition spécifiée dans le programme d'action relatif à l'affectation du Fonds Energie visé à l'article 37 du décret.

Les mentions visées aux paragraphes 2 et 3 sont présentées de manière claire, compréhensible et lisible et ne comportent pas d'élément de facturation. La CWaPE approuve le modèle du bilan récapitulatif transmis par chaque fournisseur.

Art. 5. Après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les mentions supplémentaires à libeller sur les bilans récapitulatifs visés aux articles 3 et 4.

Art. 6. Pour les clients résidentiels éligibles, le fournisseur est tenu de proposer un prix déterminé exclusivement sur base de la quantité consommée, à l'exclusion de tout forfait.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fournisseur peut imposer au client visé à l'alinéa 1^{er} une facture minimum permettant au maximum de couvrir ses frais fixes, notamment les frais d'accès des réseaux de transport et de distribution, y compris, entre autres, les frais de mise à disposition de l'équipement de comptage, ainsi que les frais administratifs liés à la gestion du dossier.

Art. 7. Les fournisseurs sont tenus :

1° de diffuser avec les bilans récapitulatifs visés à l'article 4, tout document déterminé par le Ministre, relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie;

2° d'octroyer toute prime visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie ou le recours aux énergies renouvelables conformément au programme d'actions visé à l'article 37 du décret;

Le Ministre détermine les modalités et la procédure d'octroi de la prime visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. 8. § 1^{er}. Dans le cadre de l'octroi de primes conformément à l'article 7, 2°, le fournisseur peut introduire une demande auprès de l'Administration afin d'obtenir une avance dont le montant est déterminé comme suit :

1° le fournisseur transmet à l'Administration une note relative au nombre de clients rentrant dans la catégorie de clients bénéficiaires de la prime déterminée par le Ministre;

2° le montant de l'avance visant à constituer un fonds de roulement est fixé à 30 % du montant de la prime susmentionnée, multipliée par le nombre de clients pouvant prétendre à la prime, ce nombre est plafonné à 20 % du nombre total de clients bénéficiaires de la prime tel que déterminé au point 1.

L'Administration peut requérir du fournisseur toutes les informations et documents nécessaires à l'instruction du dossier. Elle peut procéder au contrôle directement auprès des fournisseurs.

Dans les quinze jours de la réception de la demande ou des compléments d'information, l'Administration met l'avance en liquidation.

§ 2. Trimestriellement, le fournisseur adresse, en 3 exemplaires, à l'Administration, une déclaration de créance accompagnée d'un relevé des dépenses ainsi que des pièces justificatives relatives aux primes effectivement payées.

A la réception du relevé des dépenses, l'Administration vérifie celui-ci et les pièces justificatives qui l'accompagnent. Après avoir déterminé le montant des dépenses admissibles, l'Administration met en liquidation le montant nécessaire de façon à reconstituer l'avance visée au § 1^{er}.

§ 3. L'Administration procède de la manière visée au § 2, jusqu'à l'avant-dernier relevé des dépenses.

A la réception du dernier relevé des dépenses, après vérification, l'Administration met en liquidation le solde des dépenses en tenant compte du solde des avances toujours existant.

§ 4. Le fournisseur mentionne sur sa déclaration de créance le numéro de son compte financier et insère la mention "montant certifié sincère et véritable".

Art. 9. Le remboursement des primes conformément à la décision visée à l'article 7, 2° est pris en charge par le Fonds Energie visé à l'article 37 du décret.

CHAPITRE III. — *Obligations de service public à caractère social**Section 1^{re} — Fourniture aux clients*

Art. 10. Lorsque, en vertu de l'article 9 du décret, le gestionnaire de réseau fournit au tarif social un client protégé, il est considéré comme fournisseur du client protégé.

Art. 11. Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours ouvrables à toute demande de fourniture introduite par un client, de lui communiquer les conditions générales de fourniture et, notamment, lorsque ce client est un client résidentiel, toutes les dispositions relatives aux clients protégés, au compteur à budget et à la procédure en cas de défaut de paiement.

Tout document mentionnant les prix pratiqués par le fournisseur précise le coût du kWh ainsi que la facture annuelle d'un client-type.

Le fournisseur est tenu de mettre à disposition de ses clients résidentiels, des cartes rechargeables permettant d'être alimentées via le système visé à l'article 19, ou tout autre système équivalent, ainsi que la liste actualisée de leurs points de vente et d'alimentation.

Art. 12. § 1^{er}. Lorsque le client est un client protégé, il en informe le fournisseur, par écrit, éventuellement par l'intermédiaire du centre public d'aide sociale.

Après avis de la CWaPE, le Ministre définit le modèle du document à transmettre au fournisseur.

§ 2. Pour les catégories de personnes visées à l'article 33, 3^o du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, le document est complété par l'organisme octroyant l'allocation et ne doit être transmis qu'une seule fois au fournisseur.

Pour les autres catégories de personnes visées à l'article 33 dudit décret, le document est complété soit par le centre public d'aide sociale, soit par le médiateur de dettes et est transmis annuellement au fournisseur.

Art. 13. § 1^{er}. Le fournisseur est tenu de fournir tout client résidentiel qui en fait la demande, à des conditions non-discriminatoires.

Au sens de l'alinéa précédent, est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non-raisonnablement justifiée, fondée notamment sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence.

§ 2. Le fournisseur est tenu de fournir au tarif social tout client protégé qui s'adresse à lui.

Section 2. — Procédure applicable au client résidentiel en cas de non-paiement

Art. 14. Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture à l'échéance prévue, le fournisseur envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1^o la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2^o la faculté de faire appel au centre public d'aide sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3^o la faculté de solliciter une guidance sociale énergétique du centre public d'aide sociale;

4^o la faculté de demander au gestionnaire de réseau de placer un compteur à budget;

5^o la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question, cette procédure prévoit, sauf refus explicite du client, la communication de son nom au centre public d'aide sociale. Elle mentionne également explicitement les modalités qui s'appliquent à la clientèle protégée, et notamment les conditions de prise en charge par le gestionnaire de réseau du placement du compteur à budget.

Art. 15. Lorsque, à l'échéance fixée dans le rappel visé à l'article 14, le client n'a pas soit :

1^o acquitté le montant de la facture;

2^o demandé le placement d'un compteur à budget;

3^o conclu un plan de paiement avec le service compétent du fournisseur;

4^o informé le fournisseur, sur base d'une attestation du centre public d'aide sociale ou du service de médiation de dettes agréé, des négociations entreprises pour conclure un plan de paiement, le fournisseur lui adresse par recommandé, une mise en demeure. Ce courrier précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme étant en défaut de paiement.

Section 3. — Défaut de paiement d'un client résidentiel et placement du compteur à budget

Art. 16. § 1^{er}. Lorsqu'un client est déclaré en défaut de paiement, et n'est pas un client protégé, le fournisseur lui adresse un courrier lui précisant la date de la suspension de la fourniture de gaz.

§ 2. Lorsque le client est déclaré en défaut de paiement et est un client protégé, le fournisseur adresse, par recommandé, ou par e-mail avec accusé de réception, au gestionnaire du réseau une demande de placer chez ce client un compteur à budget et joint les documents visés à l'article 12.

A la même date, le fournisseur adresse une copie de cette demande au client et l'informe que, sauf opposition de sa part notifiée au fournisseur dans les cinq jours, ses coordonnées seront notifiées au centre public d'aide sociale. Le gestionnaire de réseau est chargé de fournir ce client à dater du placement du compteur à budget.

Art. 17. § 1^{er}. Le gestionnaire du réseau place un compteur à budget chez le client qui en fait la demande, dans les vingt jours calendriers. Le gestionnaire de réseau notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors du placement du compteur à budget.

§ 2. A la demande d'un fournisseur conformément à l'article 16, § 2, le gestionnaire du réseau place le compteur à budget dans les vingt jours de la demande.

Le gestionnaire de réseau contacte le client dans les cinq jours de la demande afin de convenir d'un commun accord des jour et heure du placement du compteur à budget. En cas de refus du client, le gestionnaire de réseau notifie ce refus par écrit au centre public d'aide sociale qui contacte le client en vue du placement du compteur à budget endéans le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Si le client refuse l'accès au gestionnaire de réseau endéans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ce dernier notifie la situation au fournisseur. A dater de la notification, le gestionnaire de réseau suspend l'accès du client au réseau jusqu'au placement du compteur à budget. Il en informe sans délai le client ainsi que le centre public d'aide sociale.

Le gestionnaire de réseau notifie au fournisseur le relevé du compteur effectué lors du placement du compteur à budget.

§ 3. Le Ministre détermine la liste des informations dont doit disposer le client, notamment, les points de vente et d'alimentation de la carte rechargeable ou de tout autre système équivalent permettant d'alimenter le compteur à budget, ainsi que ses modalités d'alimentation et la procédure prévue à l'article 22.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsque le compteur à budget est placé à la demande d'un client n'ayant pas la qualité de client protégé, le coût du compteur à budget et de son placement lui est facturé.

Le client peut choisir entre un paiement comptant ou un paiement fractionné lié aux consommations postérieures au placement du compteur à budget.

Lorsque le client souhaite un paiement fractionné, le gestionnaire de réseau adresse par recommandé au fournisseur de ce client une copie de la facture non-acquittée et lui demande de procéder au remboursement conformément à l'article 21.

§ 2. Lorsque le compteur à budget est placé à la demande du fournisseur conformément à l'article 16, § 2, ou à la demande du client protégé, le coût du compteur à budget et de son placement est à charge du gestionnaire de réseau.

Art. 19. § 1^{er}. Tant que le système visé au § 2 n'est pas mis en place, le gestionnaire de réseau de distribution veille à ce que chaque bureau ouvert à la clientèle dispose des moyens adaptés au rechargement du compteur à budget.

§ 2. En concertation avec la CWaPE et les fournisseurs, les gestionnaires de réseaux mettent en place un système commun de rechargement du compteur à budget valable sur l'ensemble du territoire et permettant le rechargement du compteur à budget dans chaque commune qui comporte au moins une zone de distribution de gaz à partir du 1^{er} juillet 2005.

Après évaluation, le système visé à l'alinéa 2 pourrait être mis à disposition dans chaque commune fusionnée qui constituait une entité administrative distincte au 31 décembre 1970 et qui comporte au moins une zone de distribution de gaz.

Art. 20. Le fournisseur informe le client protégé du montant exact de la dette existante au moment du placement du compteur à budget. Le recouvrement de cette dette ne peut en aucun cas être imputé sur les paiements liés à la consommation postérieure au placement du compteur à budget.

Art. 21. Lorsque le fournisseur reçoit une demande du gestionnaire de réseau suite à la procédure visée à l'article 18, § 1^{er}, aux fins de faire procéder au remboursement du coût du compteur à budget et de son placement, il affecte une majoration de 20 % maximum du prix du kWh consommé au remboursement de la somme due et rétrocède mensuellement ce montant au gestionnaire du réseau, tant que ce dernier n'a pas été totalement remboursé.

Art. 22. Lorsque le client protégé n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget pendant la période située entre le 15 novembre et le 15 mars pour la résidence qu'il occupe à titre de résidence principale, il en informe par écrit le gestionnaire de réseau de distribution. Ce dernier notifie le fournisseur du client en question et saisit la Commission locale d'avis de coupure.

Dans l'intervalle de la décision de la Commission, le gestionnaire de réseau de distribution délivre sans délai des cartes d'alimentation, ou tout autre système équivalent, permettant de rencontrer les besoins du client protégé. Le montant associé à cette fourniture reste à charge du client protégé.

Sur base de la situation du client, la Commission locale d'avis de coupure statue sur la poursuite de la fourniture pour la période visée à l'alinéa 1^{er}, sur sa période d'application et sur la prise en charge du coût lié à celle-ci avant sa décision d'une part et après d'autre part. Le Fonds Energie prend en charge le coût des fournitures de gaz conformément à la décision de la Commission locale d'avis de coupure. Dans un tel cas, le client reste redevable de 30 % de la facture liée à ces consommations, la décision précise le volume de gaz mis à disposition et les données ayant abouti à cette estimation, ainsi que la période d'application. Le maintien du mécanisme visé à l'alinéa 2 et l'intervention du Fonds Energie sont exclus lorsque la Commission locale d'avis de coupure conclut à la mauvaise volonté manifeste du client.

CHAPITRE IV. — Obligations de service public spécifiques aux gestionnaires de réseaux

Section 1^{re}. — En matière de sécurité, régularité et qualité d'approvisionnement

Art. 23. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le gestionnaire de réseau est tenu d'assurer, sauf cas de force majeure, un accès ininterrompu ou conforme aux modalités d'interruptibilité à un débit-horaire et une pression d'alimentation stables, dans les limites fixées par le Règlement technique aux clients finals connectés au réseau dont il assure la gestion.

En cas de coupure programmée, le gestionnaire de réseau informe les clients concernés de la durée probable et du moment de la coupure avec un préavis minimum de cinq jours ouvrables.

Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau doit être rétablie dans les meilleurs délais. A cette fin, le gestionnaire de réseau dispose d'équipes techniques permettant, sauf cas de force majeure, une intervention dans les 2 heures.

Sauf cas de force majeure, la réparation intégrale de tout dégât causé, par la faute, en ce compris le défaut de précaution du gestionnaire de réseau, aux installations du client pour cause de perturbation de la pression, de coupure anormalement prolongée par rapport aux dispositions du règlement technique et des contrats, est à charge du gestionnaire du réseau. L'avis motivé de la CWaPE peut être sollicité quant au caractère anormalement prolongé de la coupure. La CWaPE formule cet avis motivé après avoir entendu les parties en cause.

Section 2. — En matière de protection de l'environnement

Sous-section 1. — Raccordement individuel.

Art. 24. L'ouvrage de raccordement individuel, c'est à dire destiné à alimenter un seul point d'accès, comprend le branchement individuel connecté à la canalisation de distribution éventuellement via un branchement collectif ainsi que le dispositif de comptage.

Art. 25. Lorsque le client est dans une zone de distribution gaz, le gestionnaire du réseau est tenu de répondre dans les dix jours à toute demande de raccordement individuel. Sans préjudice de l'article 32, 3^o, c, du décret et conformément aux dispositions du règlement technique, le gestionnaire communique aux clients, endéans le délai susmentionné, les conditions techniques et financières du raccordement ainsi que les délais de réalisation du raccordement.

Pour un raccordement individuel, seul le coût de la portion du branchement individuel éventuellement nécessaire pour compléter le raccordement standard vers le réseau est à charge du client.

Art. 26. Lors du raccordement d'un client, le gestionnaire de réseau transmet à ce client tout document, prescrit par le Ministre, relatif aux mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Sous-section 2. — Extension du réseau.

Art. 27. Les extensions du réseau déterminent les nouvelles conduites de distribution et les branchements collectifs qui ne constituent pas des raccordement individuels et qui visent à répondre adéquatement aux besoins de développement du réseau concerné. Les procédures visées aux articles 28 à 31 décrivent le processus continu de suivi des potentialités d'extension des réseaux par les fournisseurs et les gestionnaires de réseaux. Il précise, dans la mesure du possible, la localisation physique de ces conduites.

Art. 28. Lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs, sur base d'une étude commerciale, informent le gestionnaire de réseau que des clients potentiels souhaitent un raccordement au gaz, ils présentent un dossier de demande d'extension du réseau au gestionnaire de réseau.

Ce dossier comprend notamment :

- un plan de situation des raccordements potentiels à réaliser;
- les spécificités techniques éventuelles relatives à l'alimentation d'un ou plusieurs clients, y compris les modalités de prélèvement;
- une copie (éventuellement expurgée des données commercialement sensibles et non indispensables à l'étude du dossier) des engagements écrits des consommateurs potentiels mentionnant notamment les prévisions de consommation des clients concernés;
- une estimation de la demande potentielle additionnelle, non encore confirmée par des engagements écrits de la part de clients potentiels, accompagnée de la méthode de calcul et des hypothèses sous-jacentes.

Art. 29. Le ou les dossier(s) visé(s) à l'article 28, élaboré(s) en deux exemplaires, est (sont) transmis au gestionnaire de réseau, soit par recommandé postal, soit sous format informatique avec accusé de réception. Le gestionnaire de réseau dispose de 30 jours pour requérir des informations complémentaires; passé ce délai, la demande est réputée complète. En cas de requêtes successives de précisions que les demandeurs jugeraient infondées et dilatoires, ceux-ci peuvent solliciter l'intervention de la CWaPE.

Art. 30. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau informe les demandeurs du délai d'examen nécessaire; ce délai ne peut excéder trois mois à dater de la réception définitive de la demande.

Le gestionnaire de réseau prend en considération tous les dossiers introduits pendant les douze derniers mois écoulés et toujours en cours afin de déterminer le caractère économiquement justifié de l'extension projetée. Il prend également en considération les extensions ou les projets d'extensions qui sont géographiquement contigus.

Le caractère économiquement justifié est calculé sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'extension en ce compris les raccordements individuels projetés.

Pour calculer la rentabilité, le gestionnaire de réseau met en relation les produits supplémentaires escomptés par les nouveaux raccordements avec les charges de l'extension projetée, suivant les directives décrites au paragraphe 3. Ces directives seront précisées par le Ministre.

§ 2. Le gestionnaire de réseau notifie sa décision favorable ou défavorable à l'extension dans les dix jours de la fin de l'examen du dossier.

Si l'examen a conclu à une extension non économiquement justifiée, et sans préjudice de l'article 32, 3^o, b, al. 4, du décret, les demandeurs peuvent introduire un recours contre la décision du gestionnaire de réseau auprès du Ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

Le Ministre sollicite l'avis de la CWaPE et statue dans les cinquante jours de la réception du recours.

§ 3. La rentabilité d'une extension donnée est calculée suivant la méthode de la valeur actualisée nette, en utilisant comme taux d'actualisation le taux de rémunération nette des capitaux investis du gestionnaire de réseau, tel que fixé par la CREG, ou son taux équivalent mensuel. La durée d'amortissement considéré est au minimum de 240 mois.

Chaque projet d'extension dont la valeur actualisée nette est nulle ou positive est considéré comme économiquement justifié et doit être repris dans le prochain plan d'extension.

Les dépenses à considérer sont les suivantes :

- la réalisation de la jonction de départ de l'extension sur le réseau existant, les canalisations constituant l'extension, les raccordements (y compris les compteurs) dont les coûts de pièces et main-d'œuvre ne sont pas supportés par les utilisateurs;
- les cabines de distribution, les organes de mesure et de contrôle et ceux qui assurent la sécurité;
- les frais généraux sur les postes précités;
- les dépenses d'exploitation liées directement à l'extension, sans tenir compte du financement ou de l'amortissement.

Les recettes sont constituées par :

- les contribution à l'investissement de tiers;
- recettes estimées, sur base notamment des perspectives de raccordements des diverses catégories d'utilisateurs, leur profil d'utilisation, les redevances estimées pour l'utilisation du réseau de distribution selon les tarifs approuvées par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz;
- les reprises de provision visée par l'art 32 du décret en application de l'article 31 du présent arrêté.

Les recettes estimées peuvent intégrer les prévisions d'évolution de l'inflation, telle que faite par le Bureau fédéral du Plan.

Art. 31. Lorsque la valeur actualisée nette d'une extension projetée dans le cadre de la préparation du plan d'extension est négative, le gestionnaire peut constituer une provision pour ce projet de manière à le rendre économiquement justifié en ramenant la valeur actualisée nette à zéro. Cette provision ne peut être supérieure à ce qui est nécessaire pour remplir cette condition.

Au cours d'une année donnée, la reprise de provision dédiée à la mise en œuvre de l'extension ne peut être supérieure à la somme des charges d'exploitation estimées liées à celle-ci.

§ 2. Lors de l'examen de chaque nouveau projet présentant une valeur actualisée nette négative, les divers projets d'extension en attente de décision et susceptibles de constituer une synergie avec le projet en question seront considérés dans le calcul de la rentabilité du projet à l'examen.

Section 3. — En matière de collecte des données

Art. 32. Le gestionnaire de réseau transmet trimestriellement au Ministre les données suivantes :

1° consommation globale ventilée par niveau de pression (basse-pression et moyenne pression), par clients-types correspondant aux courbes de charge spécifiques tels que définis par la CWaPE et, pour chaque siège d'exploitation, par secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres;

2° nombre de raccordements ventilé par niveau de pression (basse pression et moyenne pression);

3° coordonnées des nouveaux clients finals raccordés ainsi que leur secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres;

4° kWh injectés et prélevés sur tout autre réseau;

5° nombre, cause, localisation et durée des coupures d'alimentation par niveau de pression;

6° toute information relative aux extensions des réseaux.

Dans le cadre de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres ne concerne qu'une entreprise, les données relatives à cette entreprise sont regroupées avec les données d'un autre code NACE-BEL aussi représentatif que possible.

CHAPITRE V. — Contrôle de la CWaPE

Art. 33. Les informations visées aux articles 11 et 14 sont didactiques, claires, compréhensibles et adaptées aux clients résidentiels.

Les conditions générales visées à l'article 11 et la lettre de rappel type visée à l'article 14 sont soumises à l'approbation du Ministre qui se prononce dans les trente jours de la demande.

Art. 34. La CWaPE peut requérir des fournisseurs et gestionnaires de réseaux toute information et tout document nécessaires au contrôle du respect de leurs obligations de service public. La CWaPE peut procéder au contrôle sur place.

Art. 35. § 1^{er}. Avant le 31 mars de chaque année, le fournisseur transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;

2° le nombre de rappels;

3° le nombre de mises en demeure;

4° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés et non-protégés;

5° le nombre de plans de paiement admis et le paiement mensuel moyen;

6° le nombre de plans de paiement non-suivis;

7° le nombre de dossiers transmis aux C.P.A.S.;

8° le nombre de demandes de placement de compteurs à budget en distinguant les placements à la demande du client ou ceux réalisés à la demande du fournisseur ou du client protégé ainsi que le nombre de placements effectifs;

9° le montant de la dette moyenne au moment du placement du compteur à budget

10° toute autre donnée agrégée déterminée par la CWaPE.

§ 2. Avant le 31 mars de chaque année, le gestionnaire du réseau transmet à la CWaPE les données agrégées suivantes :

1° le nombre de clients bénéficiant du tarif social;

2° le nombre de placements de compteurs à budget en distinguant les placements à la demande du fournisseur, du client ou du client protégé.

Art. 36. Conformément à l'article 36, § 1^{er}, 8° et § 2, du décret, la CWaPE réalise un rapport détaillé quant à l'exécution des obligations de service public imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseaux.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 37. Lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les gestionnaires de réseaux transmettent au Ministre les coordonnées des clients finals ainsi que leur secteur d'activité correspondant au code NACE-BEL avec 4 chiffres.

Art. 38. Par dérogation au délai de placement du compteur à budget visé à l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du chapitre II, section 3, du présent arrêté, le gestionnaire du réseau réalise le placement du compteur à budget dans les meilleurs délais.

CHAPITRE VII. — Dispositions modificatives

Art. 39. A l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité du 10 avril 2003, les termes "ou tout autre système équivalent" sont ajoutés in fine.

Art. 40. L'article 4 du même arrêté est supprimé et remplacé par l'article suivant :

"Art. 4. § 1^{er}. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, un bilan récapitulatif. Ce bilan vise à fournir au client un outil d'analyse des consommations énergétiques. Pour les clients dont le relevé de consommation est annuel, le bilan récapitulatif est établi dans le mois qui suit le relevé du compteur. Il accompagne la facture annuelle et reprend la consommation des douze mois précédant le relevé. Pour les clients dont le relevé de consommation est mensuel, un bilan récapitulatif est établi avant le 31 mars de chaque année. Il reprend la consommation relative à l'année civile écoulée.

§ 2. Le bilan récapitulatif mentionne obligatoirement :

1° les consommations, la période sur lesquelles elles portent ainsi que le prix au kWh global moyen, toutes taxes et redevances comprises, la période de douze mois précédant le relevé et des trois périodes de douze mois antérieures, dans la mesure où le client était effectivement fourni par ce fournisseur, ou lorsqu'il s'agit du fournisseur par défaut visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité;

2° pour les clients connectés au réseau basse-tension, la consommation moyenne de clients-types correspondant à une même courbe de charge spécifique, telle que définie par la CWaPE, présentée sous forme graphique avec mention de la position du client final;

3° les sources d'énergies primaire utilisées, sur une base annuelle, pour produire l'électricité fournie, présentées sous forme graphique ou de pourcentage.

§ 3. Aux fins de mentionner les sources d'énergie primaire, le fournisseur se base, à partir du 1^{er} février de l'année considérée, sur les contrats conclus entre le fournisseur et le ou les producteurs aux fins d'alimenter les clients finals dudit fournisseur au cours de l'année civile précédente.

Lorsque le contrat ne porte pas sur une installation précise, les sources d'énergie primaire sont déterminées sur base du parc de production global du producteur en question.

Lorsque le fournisseur s'approvisionne auprès d'un ou plusieurs intermédiaires, en l'absence de contrat portant spécifiquement sur certaines installations, il est tenu compte de la moyenne des sources d'énergie primaire utilisées pour produire l'électricité achetée par l'intermédiaire.

Lorsque le fournisseur s'approvisionne auprès d'une bourse d'électricité, en l'absence de contrat spécifique avec le producteur, il est tenu compte de la moyenne des sources d'énergie primaire utilisées pour produire l'électricité faisant l'objet de transactions sur le marché électrique boursier.

Les sources d'énergie primaire sont reprises dans les catégories suivantes :

- 1° sources d'énergie renouvelables (hydraulique, éolien, biomasse, autres);
- 2° gaz naturel;
- 3° autres combustibles fossiles;
- 4° nucléaire;
- 5° sources d'origine inconnue.

Sauf approbation expresse de la CWaPE, la part des sources d'origine inconnue ne peut excéder 5 % .

Avant le 1^{er} février de chaque année, les fournisseurs transmettent à la CWaPE un rapport sur les sources d'énergie primaire utilisées pour produire l'électricité fournie au cours de l'année civile précédente.

§ 4. Le bilan récapitulatif mentionne les surcharges perçues par les pouvoirs publics, le cas échéant T.V.A. comprise, en les globalisant selon les catégories suivantes :

- 1° surcharges sociales;
- 2° surcharges environnementales;
- 3° surcharges liées au fonctionnement des organes de régulations;
- 4° redevance pour occupation de voirie destinée aux communes.

Aux fins de déterminer la quote-part de chacune des quatre catégories visées à l'alinéa précédent, la redevance de raccordement visée aux articles 40 et 41 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est ventilée selon une clé de répartition spécifiée dans le programme d'action visé à l'article 37 du décret susmentionné.

Les mentions visées aux paragraphes 2 et 3 sont présentée de manière claire, compréhensible et lisible et ne comportent pas d'élément de facturation. La CWaPE approuve le modèle du bilan récapitulatif transmis par chaque fournisseur."

Art. 41. A l'article 21, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "de la carte" sont remplacés par "du système à budget".

Art. 42. A l'article 24, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "sa carte" sont remplacés par "son compteur à budget".

Art. 43. L'article 28 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa premier de l'article 28 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, le gestionnaire de réseau exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution afin d'assurer, sauf cas de force majeure, un accès ininterrompu et un niveau de tension stable aux clients finals connectés au réseau dont il assure la gestion.";

2° à l'alinéa 2, les mots "avec un préavis minimum de 48 heures" sont remplacés par "conformément aux délais prévu par les arrêtés du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatifs aux règlements techniques pour la gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne et l'accès à ceux-ci et pour la gestion du réseau de transport local en Région wallonne et l'accès à celui-ci";

3° l'alinéa 4 est remplacé par le texte suivant : "Sauf cas de force majeure, la réparation intégrale de tout dégât causé, par la faute, en ce compris le défaut de précaution du gestionnaire de réseau, aux installations du client pour cause notamment de perturbation de la fréquence - dans la mesure où la gestion de la fréquence leur incombe - du niveau de tension ou de coupure anormalement prolongée par rapport aux dispositions du règlement technique et des contrats, est à charge du gestionnaire du réseau. L'avis motivé de la CWaPE peut être sollicité quant au caractère anormalement prolongé de la coupure. La CWaPE formule cet avis motivé après avoir entendu les parties en cause.

Art. 44. A l'article 30 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "hors compensation des pertes en réseau sont insérés entre les mots" consommation propre" et "ou";

2° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et 2 :

"Si la production excédentaire dépasse les capacités de consommation visées à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire du réseau informe les fournisseurs afin qu'ils rachètent la production excédentaire de façon proportionnelle, au prorata des quantités d'électricité fournies par ces fournisseurs sur le territoire du gestionnaire de réseau où sont situées les installations du ou des producteurs d'électricité verte concerné(s)".

Art. 45. Les modifications suivantes sont apportées à l'article 32 du même arrêté :

1° au 1°, les mots ", le cas échéant," sont insérés entre "ventilée" et "par clients-types";

2° au 2°, les mots ", le cas échéant," sont insérés entre "ventilés" et "par clients-types";

3° au 5°, les mots "en Région wallonne" sont ajoutés in fine;

4° au 6°, le mot "localisation" est inséré entre les mots "cause" et "et durée" et les mots "par niveau de tension" sont ajoutés in fine.

Art. 46. A l'article 33, alinéa 2, du même arrêté, le mot "types" est supprimé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception du chapitre III, section 3, dont l'entrée en vigueur est fixée par le Ministre.

Art. 48. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 924

[2004/200693]

4. DEZEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 32, 33 und 37;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 34;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des am 15. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. September 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 5. September 2003 abgegebenen Gutachtens

CD-3i04-CWAPE-034 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

Aufgrund des am 20. Oktober 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 27. Oktober 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 36.010/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. April 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Budgetzähler": der Gaszähler, durch den der Energieverbrauch über eine aufladbare Karte bezahlt und berechnet werden kann, oder jegliches gleichwertige System;

3° "Schuldenvermittler": die in Anwendung des Dekrets vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden Einrichtungen zugelassenen Einrichtungen und die in Artikel 1675/17 des Strafgesetzbuchs erwähnten Vermittler;

4° "Verwaltung": die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie;

5° "NACE-BEL-Code": die von dem Landesinstitut für Statistik in einem harmonisierten europäischen Rahmen ausgearbeitete statistische Systematik der Tätigkeiten (zweite Ausgabe 1998), die von der Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 betreffend die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, auferlegt wird;

6° "lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung": die in jeder Gemeinde gemäß Artikel 46 des Dekrets eingerichtete Kommission;

7° "Gasverteilungsgebiet": Gebiet, in dem das Gas als verfügbar erachtet wird, das heißt, das Gebiet, in dem der Abstand zwischen der Entnahmestelle und dem Verteilernetz unter 25 m liegt.

KAPITEL II. — *Für die Lieferanten bestimmte Verpflichtungen öffentlichen Dienstes**Abschnitt 1 — In Sachen Gleichmäßigkeit, Qualität und Verrechnung der Lieferungen*

Art. 2 - Gemäß den Bestimmungen der in Artikel 14 des Dekrets erwähnten technischen Regelung ist der Lieferant verpflichtet, die erforderliche Gasmenge zu kaufen, die dem Verbrauch seiner Endverbraucher entspricht.

Art. 3 - Die Rechnungen enthalten mindestens folgende Angaben:

1° die von der Abrechnung gedeckte Periode;

2° den Gesamtbetrag der Rechnung;

3° die Angabe des durchschnittlichen Gesamtpreises pro kWh über die gedeckte Periode, alle Steuern inbegriffen für die nicht MwSt-pflichtige Kundschaft;

4° die Zahlungsfrist und deren Fälligkeitsdatum;

5° die Kosten des verwaltungsgerichtlichen Verfahrens im Falle einer verspäteten Zahlung, sowie die Telefonnummer der Dienststelle für offenstehende Rechnungen;

6° die Telefonnummer der Dienststelle, die im Falle eines Verdachts auf Gasausströmung oder einer sich aus einem technischen Problem im Netz ergebenden Panne rund um die Uhr zu kontaktieren ist;

7° die Telefonnummer der zu kontaktierenden Dienststelle.

Abschnitt 2 — In Sachen Information und Sensibilisierung zur rationellen Energienutzung

Art. 4 - § 1. Mindestens einmal im Jahr erstellt der Lieferant für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese hat zum Ziel, dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs zu bieten.

Für die Kunden, die eine jährliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz innerhalb des Monats erstellt, der auf die Zählerablesung folgt. Sie wird der Jahresrechnung beigelegt und gibt den Verbrauch der 12 Monate an, die der Zählerablesung vorhergehen.

Für die Kunden, die eine monatliche Verbrauchserfassung erhalten, wird vor dem 31. März eines jeden Jahres eine Übersichtsbilanz erstellt. Sie gibt den Verbrauch des abgelaufenen Kalenderjahres an.

§ 2. Die Übersichtsbilanz enthält zwangsläufig folgende Angaben:

1° insofern dem Kunden bereits Gas geliefert wurde, den gesamten Durchschnittspreis pro kWh, alle Abgaben und Gebühren inbegriffen, den Verbrauch, die Perioden, auf die er sich bezieht, in graphischer Form dargeboten, den Preis der Periode von zwölf Monaten vor der Erfassung und der drei vorherigen Perioden von zwölf Monate, wenn der Kunde tatsächlich von diesem Lieferanten beliefert wurde, oder wenn es sich um den in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen erwähnten Standardlieferanten handelt;

2° für die Haushaltskunden, den Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, wie dieser von der CWaPE bestimmt wird, unter Angabe des in graphischer Form dargebotenen Stands des Endverbrauchers.

§ 3. In der Übersichtsbilanz werden die von den öffentlichen Behörden vereinnahmten Überlastungen angegeben, indem sie entsprechend den folgenden Kategorien verallgemeinert werden und gegebenenfalls die MwSt mit einbezogen wird:

1° soziale Überlastungen;

2° umweltbezogene Überlastungen;

3° mit der Funktion der Regulierungsorgane verbundenen Überlastungen;

4° für die Gemeinden bestimmte Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums.

Um den Anteil einer jeden der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten vier Kategorien festzulegen, wird die in den Artikeln 40 und 41 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 erwähnte Anschlussgebühr nach einem Verteilungsschlüssel verteilt, der in dem in Artikel 37 des Dekrets erwähnten Aktionsprogramm bezüglich der Zuteilungen des Energiefonds näher angegeben wird.

Die in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Angaben werden auf deutliche, verständliche und leserliche Weise dargeboten und enthalten keine Verrechnungselemente. Die CWaPE genehmigt das von jedem Lieferanten übermittelte Muster der Übersichtsbilanz.

Art. 5 - Nach Begutachtung der CWaPE bestimmt der Minister die zusätzlichen Angaben, die auf den in den Artikeln 3 und 4 Übersichtsbilanzen einzutragen sind.

Art. 6 - Für die zugelassenen Haushaltskunden ist der Lieferant verpflichtet, einen ausschließlich auf der Grundlage der verbrauchten Menge festgelegten Preis vorzuschlagen, mit Ausnahme jeglichen Pauschalpreises.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Lieferant von dem in Absatz 1 erwähnten Kunden eine Mindestrechnung verlangen, die ihm ermöglicht, seine festen Ausgaben maximal zu decken, insbesondere die Kosten für den Zugang zu den Transport- und Verteilernetzen, einschließlich der Kosten für die Zurverfügungstellung der Zählerausstattung, sowie die mit der Aktenverarbeitung verbundenen Verwaltungskosten.

Art. 7 - Die Lieferanten sind verpflichtet:

1° mit den in Artikel 4 erwähnten Übersichtsbilanzen jegliches von dem Minister bestimmte Dokument bezüglich der rationellen Energienutzung zu verbreiten;

2° gemäß dem in Artikel 37 des Dekrets erwähnten Aktionsprogramm jegliche Prämie zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung oder Inanspruchnahme erneuerbarer Energien zu gewähren.

Der Minister bestimmt die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der in Absatz 1, 2° erwähnten Prämie.

Art. 8 - § 1. Im Rahmen der Gewährung von Prämien gemäß Artikel 7, 2° kann der Lieferant einen Antrag bei der Verwaltung zum Erhalt eines Vorschusses einreichen, dessen Betrag folgendermaßen festgelegt wird:

1° der Lieferant übermittelt der Verwaltung eine Mitteilung bezüglich der Anzahl der Kunden, die in die Kategorie der Kunden fallen, die die von dem Minister festgelegte Prämie beziehen;

2° der Betrag des Vorschusses zur Bildung von Umlaufmitteln wird auf 30% des oben erwähnten Prämienbetrags multipliziert mit der Anzahl der Kunden, die die Prämie beanspruchen können, festgesetzt; dieser Betrag wird auf 20% der in Punkt 1 bestimmten Gesamtanzahl der Kunden, die die Prämie beziehen, begrenzt.

Die Verwaltung kann von dem Lieferanten alle Informationen und Unterlagen verlangen, die zur Untersuchung der Akte erforderlich sind. Sie kann bei den Lieferanten eine direkte Kontrolle durchführen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags oder der zusätzlichen Informationen zahlt die Verwaltung den Vorschuss aus.

§ 2. Viermal im Jahr stellt der Lieferant der Verwaltung eine Forderungsanmeldung in drei Exemplaren zu, der eine Ausgabenaufstellung, sowie Belege bezüglich der tatsächlich gezahlten Prämien beigelegt werden.

Nachdem die Verwaltung die Ausgabenaufstellung erhalten hat, überprüft sie diese und die beigelegten Belege. Nachdem die Verwaltung den Betrag der zulässigen Ausgaben festgelegt hat, zahlt sie ihn aus, sodass der in § 1 erwähnte Vorschuss wiederhergestellt wird.

§ 3. Die Verwaltung verfährt bis zur vorletzten Ausgabenaufstellung wie in § 2 angegeben.

Nach Erhalt der letzten Ausgabenaufstellung zahlt die Verwaltung den Restbetrag nach Überprüfung aus, indem sie den stets vorhandenen restlichen Vorschuss berücksichtigt.

§ 4. Der Lieferant gibt auf seiner Forderungsanmeldung seine Kontonummer an und fügt den Vermerk "Betrag für richtig bescheinigt" hinzu.

Art. 9 - Die Rückzahlung der Prämien gemäß dem in Artikel 7, 2° erwähnten Beschluss wird von dem in Artikel 37 des Dekrets erwähnten Energiefonds übernommen.

KAPITEL III. — *Verpflichtungen öffentlichen Dienstes mit Sozialcharakter**Abschnitt 1. — Lieferung an die Kunden*

Art. 10 - Wenn der Netzbetreiber gemäß Artikel 9 des Dekrets einen geschützten Kunden zum Sozialtarif beliefert, wird er als Lieferant des geschützten Kunden betrachtet.

Art. 11 - Der Lieferant ist verpflichtet, jeglichen, von einem Kunden eingereichten Lieferungsantrag innerhalb von zehn Werktagen zu beantworten und diesem die allgemeinen Lieferbedingungen, und insbesondere, wenn dieser Kunde ein Haushaltskunde ist, alle Bestimmungen bezüglich der geschützten Kunden, des Budgetzählers und des Verfahrens bei Nichtzahlung mitzuteilen.

In jeder Unterlage, in der die von dem Lieferanten angewandten Preise angegeben werden, wird der Preis je kWh, sowie die Jahresrechnung eines Standardkunden angegeben.

Der Lieferant ist verpflichtet, seinen Haushaltskunden aufladbare Karten, die über das in Artikel 19 erwähnte System oder über jegliches andere gleichwertige System bespeist werden können, sowie die aktualisierte Liste von deren Verkaufs- und Speisestellen zur Verfügung zu stellen.

Art. 12 - § 1. Wenn der Kunde ein geschützter Kunde ist, setzt er den Lieferanten schriftlich davon in Kenntnis, gegebenenfalls über das öffentliche Sozialhilfzentrum.

Nach Begutachtung der "CWaPE" bestimmt der Minister das Muster der Unterlage, die dem Lieferanten zu übermitteln ist.

§ 2. Für die in Artikel 33, 3^o des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts erwähnten Kategorien von Personen wird die Unterlage von der Einrichtung ausgefüllt, die die Zulage gewährt, und muss dem Lieferanten nicht mehr als ein einziges Mal übermittelt werden. Für die anderen, in Artikel 33 des Dekrets erwähnten Kategorien von Personen wird die Unterlage entweder von dem öffentlichen Sozialhilfzentrum oder von dem Schuldenvermittler ausgefüllt und dem Lieferanten jährlich übermittelt.

Art. 13 - § 1. Der Lieferant ist verpflichtet, jeden Haushaltskunden zu beliefern, der es beantragt, und zwar zu nichtdiskriminierenden Bedingungen.

Im Sinne des vorhergehenden Absatzes wird jeglicher, nicht vernünftig gerechtfertigte, insbesondere auf dem Statut, der Gehaltsstufe oder dem Wohnort beruhende Unterschied in der Kundenbehandlung, als diskriminierend betrachtet.

§ 2. Der Lieferant ist verpflichtet, zum Sozialtarif jeden geschützten Kunden zu beliefern, der es beantragt.

Abschnitt 2 - Auf die Haushaltskunden anwendbares Verfahren bei Nichtzahlung

Art. 14 - Wenn ein Kunde den Betrag der Rechnung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht beglichen hat, sendet der Lieferant ihm eine Mahnung mit mindestens folgenden Angaben:

1^o das neue Datum der Zahlungsfrist, die nicht unter zehn Tagen liegen darf, sowie die Anschrift der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplans zuständigen Dienststelle;

2^o die Möglichkeit zur Heranziehung eines öffentlichen Sozialhilfzentrums oder eines zugelassenen Schuldenvermittlers, sowie die Anschriften dieser Einrichtungen;

3^o die Möglichkeit, eine soziale Energiebetreuung des Sozialhilfzentrums zu beanspruchen;

4^o die Möglichkeit zur Beantragung beim Netzbetreiber der Installation eines Budgetzählers;

5^o das anzuwendende Verfahren, wenn der Kunde keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Übermittlung des Namens und der Anschrift des Kunden an das öffentliche Sozialhilfzentrum vor, es sei denn, der Kunde lehnt dies ausdrücklich ab.

In dem Verfahren werden ebenfalls ausdrücklich die Modalitäten angegeben, die auf die geschützte Kundschaft anwendbar sind, insbesondere die Bedingungen zur Übernahme durch den Netzbetreiber der Installation des Budgetzählers.

Art. 15 - Wenn der Kunde nach Ablauf des in der in Artikel 14 erwähnten Mahnung festgelegten Fälligkeitsdatums nicht:

1^o entweder den Betrag der Rechnung beglichen hat;

2^o die Installation eines Budgetzählers beantragt hat,

3^o mit der zuständigen Dienststelle des Lieferanten einen Zahlungsplan vereinbart hat;

4^o oder auf der Grundlage einer Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfzentrums oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle den Lieferanten von den geführten Verhandlungen zur Vereinbarung eines Zahlungsplans in Kenntnis gesetzt hat, sendet der Lieferant ihm per Einschreiben eine Mahnung zu. In diesem Schreiben wird angegeben, dass in Ermangelung einer innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach der Einsendung der Mahnung vorgeschlagenen Lösung der Kunde als eines Betrags schuldig betrachtet wird.

Abschnitt 3 - Nichtzahlung eines Haushaltskunden und Installation des Budgetzählers

Art. 16 - § 1. Wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird und kein geschützter Kunde ist, übermittelt der Lieferant ihm ein Schreiben, in dem ihm das Datum der Einstellung der Gaslieferung mitgeteilt wird.

§ 2. Wenn ein Kunde als eines Betrags schuldig erklärt wird und ein geschützter Kunde ist, sendet der Lieferant dem Netzbetreiber per Einschreiben oder per E-Mail gegen Empfangsbestätigung einen Antrag zur Installation eines Budgetzählers bei dem Kunden zu und fügt die in Artikel 12 erwähnten Unterlagen bei.

Zu dem gleichen Datum richtet der Lieferant eine Abschrift dieses Antrags an den Kunden und setzt ihn davon in Kenntnis, dass vorbehaltlich eines dem Lieferanten innerhalb von fünf Tagen zugestellten Einwands seinerseits seine Personalien dem öffentlichen Sozialhilfzentrum zugestellt werden. Der Netzbetreiber wird damit beauftragt, diesen Kunden ab der Installation des Budgetzählers zu versorgen.

Art. 17 - § 1. Innerhalb von zwanzig Kalendertagen installiert der Netzbetreiber einen Budgetzähler bei dem Kunden, der es beantragt. Der Netzbetreiber stellt dem Lieferanten die bei der Installation des Budgetzählers durchgeführte Zählerablesung zu.

§ 2. Auf Antrag eines Lieferanten gemäß Artikel 16, § 2 installiert der Netzbetreiber innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Antrag den Budgetzähler bei dem Kunden.

Innerhalb von fünf Tagen ab dem Antrag setzt sich der Netzbetreiber mit dem Kunden in Verbindung, um im gemeinsamen Einvernehmen den Tag und die Uhrzeit der Installation des Budgetzählers zu vereinbaren. Im Falle einer Ablehnung seitens des Kunden, stellt der Netzbetreiber dem öffentlichen Sozialhilfzentrum diese Ablehnung schriftlich zu. Das Zentrum setzt sich mit dem Kunden zwecks der Installation innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist in Verbindung.

Wenn der Kunde dem Netzbetreiber innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist den Zugang verweigert, meldet dieser dem Lieferanten die Lage.

Ab dieser Zustellung stellt der Netzbetreiber den Zugang des Kunden zu dem Netz bis zur Installierung des Budgetzählers ein. Er setzt den Kunden, sowie das Sozialhilfzentrum unverzüglich davon in Kenntnis.

Der Netzbetreiber stellt dem Lieferanten die bei der Installierung des Budgetzählers durchgeführte Zählerablesung zu.

§ 3. Der Minister bestimmt die Liste der Informationen, über die der Kunde verfügen muss, insbesondere die Verkaufs- und Speisestellen der beladbaren Karte oder jeglichen anderen gleichwertigen Systems, durch das der Budgetzähler bespeist werden kann, sowie die Speisemodalitäten.

Art. 18 - § 1. Wenn der Budgetzähler auf Antrag eines Kunden installiert wird, der nicht die Eigenschaft eines geschützten Kunden hat, werden ihm die Kosten für den Budgetzähler und dessen Installierung angerechnet.

Der Kunde kann zwischen einer Zahlung in bar oder einer fraktionierten Zahlung in Verbindung mit dem auf die Installierung des Budgetzählers folgenden Verbrauch wählen.

Wenn der Kunde eine fraktionierte Zahlung wünscht, richtet der Netzbetreiber dem Lieferanten dieses Kunden per Einschreiben eine Abschrift der unbezahlten Rechnung zu und fordert ihn auf, die Rückzahlung gemäß Artikel 21 vorzunehmen.

§ 2. Wenn der Budgetzähler auf Antrag des Lieferanten gemäß Artikel 16, § 2 oder auf Antrag des geschützten Kunden installiert wird, werden die Kosten für den Budgetzähler und für dessen Installierung dem Netzbetreiber angerechnet.

Art. 19 - § 1. Solange das in § 2 erwähnte System nicht installiert ist, sorgt der Betreiber des Verteilernetzes dafür, dass jedes der Kundschaft zugängliche Büro über die geeigneten Mittel zum Aufladen des Budgetzählers verfügt.

§ 2. Im Einvernehmen mit der "CWAPE" und den Lieferanten setzen die Netzbetreiber ein gemeinsames System zum Aufladen des Budgetzählers ein, das auf dem gesamten Gebiet gültig ist und durch das der Budgetzähler in jeder Gemeinde, die mindestens ein Gasverteilungsgebiet enthält, ab dem 1. Juli 2005 aufgeladen werden kann.

Das in Absatz 2 erwähnte System könnte nach Bewertung in jeder eingemeindeten Gemeinde, die am 31. Dezember 1970 eine getrennte Verwaltungseinheit bildete und die mindestens ein Gasverteilungsgebiet enthält, zur Verfügung gestellt werden.

Art. 20 - Der Lieferant setzt den geschützten Kunden von dem genauen Betrag der zum Zeitpunkt der Installierung des Budgetzählers vorhandenen Schuld in Kenntnis. Die Beitreibung dieser Schuld kann keinesfalls auf die Zahlungen in Verbindung mit dem auf die Installierung des Budgetzählers folgenden Verbrauch angerechnet werden.

Art. 21 - Erhält der Lieferant von dem Netzbetreiber einen Antrag infolge des in Artikel 18, § 1 erwähnten Verfahrens zwecks der Rückzahlung des Budgetzählers und dessen Installierung, rechnet er der Rückzahlung der zu zahlenden Summe eine Erhöhung von höchstens 20% des Preises je verbrauchtes kWh zu und retrozediert dem Netzbetreiber diesen Betrag jeden Monat, solange diesem der Betrag nicht vollständig zurückerstattet wurde.

Art. 22 - Wenn der geschützte Kunde nicht mehr imstande ist, seinen Budgetzähler während des Zeitraums zwischen dem 15. November und dem 15. März für den von ihm bewohnten Hauptwohnsitz zu bespeisen, setzt er den Betreiber des Verteilernetzes schriftlich davon in Kenntnis.

Der Letztere setzt den Lieferanten des betreffenden Kunden davon in Kenntnis und befasst die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung.

In Abwartung des Beschlusses der Kommission vergibt der Betreiber des Verteilernetzes unverzüglich Versorgungskarten oder jegliches andere gleichwertige System, durch das die Bedürfnisse des geschützten Kunden gedeckt werden können. Der Betrag in Zusammenhang mit dieser Lieferung bleibt zu Lasten des geschützten Kunden.

Auf der Grundlage der Situation des Kunden fasst die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung einen Beschluss über die weitere Lieferung für den in Absatz 1 erwähnten Zeitraum, über deren Anwendungsperiode und über die Übernahme der damit verbundenen Kosten sowohl vor als auch nach dem Beschluss.

Der Energiefonds übernimmt die Kosten der Gaslieferung gemäß dem Beschluss der lokalen Kommission für die Begutachtung der Sperrung. In einem derartigen Fall bleibt der Kunde für 30% der mit diesem Verbrauch verbundenen Rechnung zahlungspflichtig. Der Beschluss erwähnt das zur Verfügung gestellte Gasvolumen und die Angaben, die zu dieser Situation geführt haben, sowie die Anwendungsperiode. Die Aufrechterhaltung des in Absatz 2 erwähnten Mechanismus und der Einsatz des Energiefonds sind ausgeschlossen, wenn die lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung auf den offensichtlich schlechten Willen des Kunden schließt.

KAPITEL IV — Für Netzbetreiber bestimmte Verpflichtungen öffentlichen Dienstes

Abschnitt 1 - In Sachen Sicherheit, Gleichmäßigkeit und Versorgungsqualität

Art. 23 - Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen ist der Netzbetreiber außer im Falle höherer Gewalt verpflichtet, den an das von ihm betriebene Netz angeschlossenen Endverbrauchern innerhalb der von der technischen Regelung festgelegten Grenzen einen ununterbrochenen oder den Unterbrechbarkeitsmodalitäten entsprechenden Zugang zu einer beständigen Stundenmenge und zu einem beständigen Versorgungsdruck zu sichern.

Im Falle einer geplanten Sperrung setzt der Netzbetreiber die betroffenen Kunden von der voraussichtlichen Dauer und dem Zeitpunkt der Sperrung mit einer Fristanzeige von 5 Werktagen in Kenntnis.

Jede Sperrung infolge eines technischen Problems auf dem Netz muss schnellstmöglich wiederhergestellt werden. Dazu verfügt der Netzbetreiber über technische Teams, die außer im Falle höherer Gewalt innerhalb von 2 Stunden einsatzfähig sind.

Außer im Falle höherer Gewalt geht die vollständige Reparatur eines jeden, durch Verschulden seitens des Netzbetreibers, einschließlich des Mangels an Vorsicht, angerichteten Schadens an den Anlagen des Kunden wegen Druckstörung oder wegen einer ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung im Verhältnis zu den Bestimmungen der technischen Regelung und der Verträge, zu Lasten des Netzbetreibers.

Was den Charakter der ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung betrifft, kann bei der "CWAPE" ein begründetes Gutachten ersucht werden. Nach Anhörung der betroffenen Parteien stellt die "CWAPE" ein Gutachten aus.

Abschnitt 2 — In Sachen Umweltschutz**Unterabschnitt 1 — Individueller Anschluss**

Art. 24 - Das individuelle Anschlussbauwerk, das heißt welches für die Speisung einer einzigen Zugangsstelle bestimmt ist, setzt sich aus der individuellen Anschlussleitung, die unter Umständen via einen kollektiven Anschluss an die Verteilerkanalisation angeschlossen ist, sowie aus der Zählvorrichtung zusammen.

Art. 25 - Wenn sich der Kunde in einem Gasverteilungsgebiet befindet, ist der Netzbetreiber verpflichtet, innerhalb von zehn Tagen auf jeden Antrag auf einen individuellen Anschluss zu antworten. Unbeschadet des Artikels 32, 3^o, c) des Dekrets und gemäß den Bestimmungen der technischen Regelung übermittelt der Betreiber den Kunden innerhalb der vorerwähnten Frist die technischen und finanziellen Bedingungen für den Anschluss, sowie die Fristen für dessen Durchführung.

Für den individuellen Anschluss gehen lediglich die Kosten für den Abschnitt der individuellen Anschlussleitung, der unter Umständen zur Ergänzung des Standardanschlusses zu dem Netz erforderlich ist, zu Lasten des Kunden.

Art. 26 - Im Laufe des Anschlusses eines Kunden übermittelt der Netzbetreiber diesem jedes von dem Minister vorgeschriebene Dokument bezüglich der Maßnahmen zur Förderung der rationellen Energienutzung.

Unterabschnitt 2 — Erweiterung des Netzes

Art. 27 - Durch die Erweiterungen des Netzes werden die neuen Verteilerleitungen und die kollektiven Anschlussleitungen bestimmt, die keine individuellen Anschlüsse darstellen und die zum Ziel haben, zweckentsprechend dem Entwicklungsbedarf des betroffenen Netzes nachzukommen. Die in den Artikeln 28 bis 31 erwähnten Verfahren beschreiben den kontinuierlichen Prozess der Weiterverfolgung der Möglichkeiten für die Erweiterung der Netze durch die Lieferanten und Netzbetreiber. Er gibt im Rahmen des Möglichen die physische Lokalisierung dieser Leitungen an.

Art. 28 - Wenn ein oder mehrere Lieferanten auf der Grundlage einer Handelsstudie den Netzbetreiber davon in Kenntnis setzen, dass potenzielle Kunden einen Gasanschluss wünschen, reichen sie beim Netzbetreiber eine Akte zur Beantragung einer Erweiterung des Netzes ein.

Diese Akte enthält:

- einen Lageplan der durchzuführenden potenziellen Anschlüsse
- die eventuellen technischen Spezifitäten bezüglich der Versorgung eines oder mehrerer Kunden, einschließlich der Entnahmemodalitäten;
- eine Abschrift (in der eventuell die gewerblich ausgerichteten Angaben gestrichen werden, die für die Studie nicht unerlässlich sind) der schriftlichen Zusagen der potenziellen Verbraucher, in der insbesondere die Verbrauchsaussichten der betroffenen Kunden angegeben werden;
- eine Veranschlagung des zusätzlichen potenziellen Bedarfs, der noch nicht durch schriftliche Zusagen seitens potenzieller Kunden bestätigt wurde, unter Beifügung der damit verbundenen Berechnungsmethode und Hypothesen;

Art. 29 - Die in Artikel 28 erwähnte(n), in zwei Exemplaren erstellte(n) Akte(n) wird(werden) dem Netzbetreiber entweder per Einschreiben bei der Post oder in EDV-Format gegen Empfangsbestätigung übermittelt. Der Netzbetreiber verfügt über 30 Tage, um zusätzliche Auskünfte zu beantragen. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Antrag als vollständig. Im Falle wiederholter Anträge auf Präzisionen, die die Antragsteller als ungerechtfertigt und unhaltend bewerten würden, können diese das Eingreifen der CWaPE ersuchen.

Art. 30 - § 1. Der Netzbetreiber informiert die Antragsteller über die erforderliche Untersuchungsfrist. Diese darf drei Monate ab dem endgültigen Erhalt des Antrags nicht überschreiten.

Der Netzbetreiber berücksichtigt alle im Laufe der 12 letzten vergangenen Monate eingereichten und noch immer laufenden Akten, um den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter der geplanten Erweiterung zu ermitteln. Er berücksichtigt ebenfalls die geographisch angrenzenden Erweiterungen oder Erweiterungspläne.

Die Abwägung der wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters bezieht sich auf die gesamten Bestandteile der geplanten Erweiterung, einschließlich der geplanten individuellen Anschlüsse.

Um die Rentabilität zu berechnen, bringt der Netzbetreiber die von den neuen Anschlüssen erwarteten zusätzlichen Erträge mit den Kosten der geplanten Erweiterung gemäß den in Paragraph 3 beschriebenen Richtlinien in Zusammenhang. Diese Richtlinien werden von dem Minister angegeben.

§ 2. Innerhalb von 10 Tagen nach Beendigung der Aktenuntersuchung übermittelt der Netzbetreiber seinen günstigen oder ungünstigen Beschluss bezüglich der Erweiterung.

Wenn die Untersuchung auf eine wirtschaftlich ungerechtfertigte Erweiterung geschlossen hat, können die Antragsteller unbeschadet des Artikels 32, 3^o, b., Absatz 4 des Dekrets beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, Einspruch gegen den Beschluss des Netzbetreibers erheben.

Der Minister holt die Stellungnahme der CWaPE ein und fasst innerhalb von 50 Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs einen Beschluss.

§ 3. Die Rentabilität einer bestimmten Erweiterung wird nach der Methode des aktualisierten Nettowerts berechnet, wobei als Aktualisierungsrate die Nettoverzinsung des investierten Kapitals des Netzbetreibers, wie diese von der CREG ("Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz" (Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission)) festgelegt wird, oder deren entsprechende Monatsrate benutzt wird. Die berücksichtigte Amortisierungsdauer beträgt mindestens 240 Monate.

Jedes Erweiterungsprojekt, dessen aktualisierter Nettowert gleich Null oder positiv ist, wird als wirtschaftlich gerechtfertigt betrachtet und muss in dem nächstfolgenden Erweiterungsplan aufgenommen werden.

Die zu berücksichtigenden Ausgaben sind folgende:

- die Durchführung des Ausgangsanschlusses der Erweiterung auf dem bereits vorhandenen Netz, die die Erweiterung bildenden Leitungen, die Anschlüsse (einschließlich der Zähler), deren Stück- und Lohnkosten nicht von den Benutzern getragen werden;
- die Verteilerkabinen, die Mess- und Kontrollinstrumente und die Instrumente, die die Sicherheit gewährleisten;
- die allgemeinen Unkosten an den vorerwähnten Stationen;
- die unmittelbar mit der Erweiterung verbundenen Betriebsausgaben, ohne Berücksichtigung der Finanzierung oder der Amortisierung.

Die Einnahmen bestehen aus:

- den Investitionsbeiträgen von Dritten;
- den insbesondere auf der Grundlage der Anschlussaussichten der verschiedenen Kategorien von Benutzern und deren Benutzerprofil veranschlagten Einnahmen, den für die Benutzung des Verteilernetzes nach den von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission genehmigten Tarifen veranschlagten Gebühren;
- Erträgen aus der Auflösung der in Artikel 32 des Dekrets erwähnten Rückstellung in Anwendung des Artikels 31 des vorliegenden Erlasses.

Bei der Veranschlagung der Einnahmen können die Entwicklungsvoraussichten der Inflation, wie diese von dem Föderalen Planbüro erarbeitet werden, berücksichtigt werden.

Art. 31 - Wenn der aktualisierte Nettowert einer im Rahmen der Vorbereitung des Erweiterungsplans geplanten Erweiterung negativ ist, kann der Betreiber für dieses Projekt eine Rückstellung bilden, die das Projekt wirtschaftlich rechtfertigt, indem der aktualisierte Nettowert auf Null gebracht wird. Diese Rückstellung darf nicht größer sein als dies für die Erfüllung dieser Bedingung erforderlich ist.

Im Laufe eines bestimmten Jahres darf der Ertrag aus der Auflösung der Rückstellung, die für die Durchführung der Erweiterung bestimmt ist, nicht größer als der Betrag der mit dieser Erweiterung verbundenen veranschlagten Betriebskosten sein. Bei der Untersuchung eines jeden neuen Projekts, dessen aktualisierter Nettowert negativ ist, werden die verschiedenen Erweiterungsprojekte in Erwartung eines Beschlusses, die mit dem betreffenden Projekt in Synergie stehen, in der Berechnung der Rentabilität des Projekts bei der Untersuchung mit berücksichtigt.

Abschnitt 3 - In Sachen Datensammlung

Der Netzbetreiber übermittelt dem Minister dreimonatlich folgende Angaben:

1° den Globalverbrauch, der nach dem Druckpegel (Niederdruck und Mitteldruck), nach Standardkunden, die den durch die "CWaPE" festgelegten spezifischen Lastkurven entsprechen, und für jeden Betriebsitz nach dem Tätigkeitsbereich, der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entspricht, aufgliedert wird;

2° die Anzahl der Anschlüsse je nach Druckpegel (Niederdruck und Mitteldruck);

3° die Personalien der angeschlossenen neuen Endverbraucher, sowie deren Tätigkeitsbereich, der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entspricht;

4° die in jedes andere Netz eingespeisten und entnommenen kWh;

5° die Anzahl, Ursache, Ortslage und Dauer der Versorgungsunterbrechungen nach dem Druckpegel;

6° jede Information bezüglich der Netzerweiterungen.

Wenn der Tätigkeitssektor, der dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entspricht, im Rahmen des Absatzes 1, 1° lediglich ein Unternehmen betrifft, werden die Angaben bezüglich dieses Unternehmens mit den Angaben eines anderen, möglichst repräsentativen NACE-BEL-Codes gruppiert.

KAPITEL V. — Kontrolle durch die CWaPE

Art. 33 - Die in den Artikeln 11 und 14 erwähnten Auskünfte sind didaktisch, deutlich, verständlich und den Haushaltskunden angepasst.

Die in Artikel 11 erwähnten allgemeinen Standardbedingungen und das in Artikel 14 erwähnte Mustermahn-schreiben werden dem Minister zur Genehmigung unterbreitet. Dieser fasst innerhalb von 30 Tagen ab dem Antrag einen Beschluss.

Art. 34 - Die "CWaPE" kann von den Lieferanten und Netzbetreibern jegliche Auskunft und jegliche Unterlage verlangen, die zur Kontrolle der Einhaltung ihrer Verpflichtungen öffentlichen Dienstes erforderlich sind. Die "CWaPE" kann eine Kontrolle vor Ort vornehmen.

Art. 35 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Lieferant der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;

2° die Anzahl der Erinnerungsschreiben;

3° die Anzahl der Mahnungen;

4° die Anzahl der eines Betrags schuldigen Kunden, wobei zwischen den geschützten und ungeschützten Kunden unterschieden wird;

5° die Anzahl der zugelassenen Zahlungspläne und die monatliche Durchschnittszahlung;

6° die Anzahl der nicht befolgten Zahlungspläne;

7° die Anzahl der den ÖSHZ übermittelten Akten;

8° die Anzahl der Anträge auf die Installation eines Budgetzählers, wobei zwischen den Installationen auf Antrag des Lieferanten oder des Kunden unterschieden wird, sowie die Anzahl der tatsächlichen Installationen;

9° den Betrag der Durchschnittschuld zum Zeitpunkt der Installation des Budgetzählers;

10° jede sonstige, von der "CWaPE" bestimmte aggregierte Angabe.

§ 2. Vor dem 31. März eines jeden Jahres übermittelt der Netzbetreiber der "CWaPE" folgende aggregierte Angaben:

1° die Anzahl der Kunden, die einen Sozialtarif in Anspruch nehmen;

2° die Anzahl der Installationen von Budgetzählern, wobei zwischen den Installationen auf Antrag des Lieferanten, des Kunden oder des geschützten Kunden unterschieden wird.

Art. 36 - Gemäß Artikel 36, § 1, 8° und § 2 des Dekrets erstellt die "CWaPE" einen detaillierten Bericht bezüglich der Durchführung der den Lieferanten und Netzbetreibern auferlegten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes.

KAPITEL VI. — Übergangsbestimmungen

Art. 37 - Bei Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermitteln die Netzbetreiber dem Minister die Personalien der Endverbraucher, sowie deren dem NACE-BEL-Code mit 4 Ziffern entsprechenden Tätigkeitsbereich.

Art. 38 - In Abweichung der Frist für die Installation des in Artikel 17, § 2, Absatz 1 erwähnten Budgetzählers im Laufe des Jahres, das auf das Inkrafttreten des Kapitels II, Abschnitt 3 des vorliegenden Erlasses folgt, nimmt der Netzbetreiber die Installation des Budgetzählers so schnell wie möglich vor.

KAPITEL VII. — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 39 - In Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt werden die Wörter "oder jedes andere gleichwertige System" hinter das Wort "Karte" hinzugefügt.

Art. 40 - Artikel 4 desselben Erlasses wird gestrichen und durch folgenden Artikel ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Mindestens einmal im Jahr erstellt der Lieferant für jeden Endverbraucher eine Übersichtsbilanz. Diese hat zum Ziel, dem Kunden ein Mittel zur Analyse des Energieverbrauchs zu bieten.

Für die Kunden, die eine jährliche Verbrauchserfassung erhalten, wird die Übersichtsbilanz innerhalb des Monats erstellt, der auf die Zählerablesung folgt. Sie wird der Jahresrechnung beigefügt und gibt den Verbrauch der 12 Monate an, die der Zählerablesung vorhergehen.

Für die Kunden, die eine monatliche Verbrauchserfassung erhalten, wird vor dem 31. März eines jeden Jahres eine Übersichtsbilanz erstellt. Sie gibt den Verbrauch des abgelaufenen Kalenderjahrs an.

§ 2. Die Übersichtsbilanz enthält zwangsläufig folgende Angaben:

1° den Verbrauch, die Periode, auf die er sich bezieht, sowie den gesamten Durchschnittspreis pro kWh, einschließlich aller Abgaben und Gebühren, die Periode von zwölf Monaten vor der Erfassung und die drei vorherigen Perioden von zwölf Monaten, insofern der Kunde tatsächlich von diesem Lieferanten beliefert wurde, oder wenn es sich um den in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 über die zugelassenen Kunden und die Kontrolle ihrer Zulassungsbedingungen erwähnten Standardlieferanten handelt;

2° für die an das Niederspannungsnetz angeschlossenen Kunden, den einer selben spezifischen Lastkurve entsprechenden Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, wie dieser von der CWaPE bestimmt wird, unter Angabe des in graphischer Form dargebotenen Stands des Endverbrauchers.

3° die auf jährlicher Basis benutzten, in graphischer Form oder in Prozenten dargebotenen Primärenergiequellen zur Herstellung der gelieferten Elektrizität.

§ 3. Um die Primärenergiequellen anzugeben, stützt sich der Stromlieferant ab dem 1. Februar des betroffenen Jahres auf die Verträge, die im Laufe des vorhergehenden Kalenderjahres zwischen dem Lieferanten und dem oder den Erzeuger(n) zwecks der Versorgung der Endverbraucher des besagten Lieferanten abgeschlossen wurden.

Wenn sich der Vertrag nicht auf eine bestimmte Anlage bezieht, werden die Primärenergiequellen auf der Grundlage des globalen Erzeugungsparks des betreffenden Erzeugers festgelegt.

Wenn der Lieferant bei einem oder mehreren Zwischenhändlern einkauft, ohne einen sich auf bestimmte Anlagen beziehenden Vertrag abzuschließen, wird der Durchschnitt der Primärenergiequellen berücksichtigt, die zur Erzeugung der von dem Zwischenhändler gekauften Elektrizität benutzt werden. Wenn der Lieferant bei einer Elektrizitätsbörse einkauft ohne einen spezifischen Vertrag mit dem Erzeuger abzuschließen, wird der Durchschnitt der Primärenergiequellen berücksichtigt, die zur Erzeugung der Elektrizität benutzt werden, die Gegenstand von Transaktionen auf dem Elektrizitätsbörsenmarkt ist.

Die Primärenergiequellen werden in den folgenden Kategorien angegeben:

- 1° Erneuerbare Energiequellen (Wasserkraft, Windkraft, Biomassenenergie, Sonstiges);
- 2° Erdgas;
- 3° Andere fossile Treibstoffe;
- 4° Kernkraft;
- 5° unbekannte Energiequellen.

Unter Vorbehalt einer ausdrücklichen Genehmigung seitens der "CWaPE" darf der Anteil der unbekanntener Energiequellen 5% nicht überschreiten.

Vor dem 1. Februar eines jeden Jahres übermitteln die Lieferanten der "CWaPE" einen Bericht über die Primärenergiequellen, die zur Erzeugung der Elektrizität benutzt werden, die im Laufe des vorhergehenden Jahres geliefert wurde.

§ 4. In der Übersichtsbilanz werden die von den öffentlichen Behörden vereinnahmten Überlastungen angegeben, indem sie entsprechend den folgenden Kategorien verallgemeinert werden und gegebenenfalls die MwSt mit einbezogen wird:

- 1° soziale Überlastungen;
- 2° umweltbezogene Überlastungen;
- 3° mit der Funktion der Regulierungsorgane verbundenen Überlastungen;
- 4° für die Gemeinden bestimmte Gebühr für die Benutzung des öffentlichen Eigentums.

Um den Anteil einer jeden der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten vier Kategorien festzulegen, wird die in den Artikeln 40 und 41 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts erwähnte Anschlussgebühr nach einem Verteilungsschlüssel verteilt, der in dem in Artikel 37 des oben angegebenen Dekrets erwähnten Aktionsprogramm näher angegeben wird.

Die in den Paragraphen 2 und 3 erwähnten Angaben werden auf deutliche, verständliche und leserliche Weise dargeboten und enthalten keine Verrechnungselemente. Die CWaPE genehmigt das von jedem Lieferanten übermittelte Muster der Übersichtsbilanz.»

Art. 41 - In Artikel 21, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "die beladbare Karte" durch die Wörter "das Budgetsystem" ersetzt.

Art. 42 - In Artikel 24, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "seine Karte" durch die Wörter "seinen Budgetzähler" ersetzt.

Art. 43 - Artikel 28 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Der Absatz 1 des Artikels 28 desselben Erlasses wird durch folgenden Text ersetzt:

"Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen führt der Netzbetreiber alle kraft des Dekrets und seiner Durchführungserlasse zu seinen Lasten fallenden Aufgaben und Pflichten durch, um außer im Falle höherer Gewalt den an das von ihm betriebenen Netz angeschlossenen Endverbrauchern eine ununterbrochene Stromlieferung und ein beständiges Spannungsniveau zu sichern.;"

2° In Absatz 2 werden die Wörter "mit einer Fristanzeige von 48 Stunden" durch folgende Wörter ersetzt: "gemäß den in den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 über die technische Regelung für den Betrieb der Stromverteilernetze in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesen Netzen und über die technische Regelung für den Betrieb des lokalen Stromübertragungsnetzes in der Wallonischen Region und den Zugang zu diesem Netz vorgesehenen Fristen";

3° Der Absatz 4 wird durch folgenden Text ersetzt:

"Außer im Falle höherer Gewalt geht die vollständige Reparatur eines jeden, durch Verschulden seitens des Netzbetreibers, einschließlich des Mangels an Vorsicht, angerichteten Schadens an den Anlagen des Kunden wegen Störung der Frequenz - insofern die Frequenzverwaltung zu seinen Lasten fällt - wegen des Spannungsniveaus oder wegen einer ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung im Verhältnis zu den Bestimmungen der technischen Regelung und der Verträge, zu Lasten des Netzbetreibers. Was den Charakter der ungewöhnlich lange anhaltenden Sperrung betrifft, kann bei der "CWAPE" ein begründetes Gutachten ersucht werden. Nach Anhörung der betroffenen Parteien stellt die "CWAPE" ein Gutachten aus."

Art. 44 - In Artikel 30 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "abgesehen vom Ausgleich der Verluste im Netz" zwischen die Wörter "Eigenverbrauch" und "nachzukommen" eingefügt.

2° Der folgende Absatz wird zwischen den Absatz 1 und den Absatz 2 eingefügt:

"Wenn die überschüssige Erzeugung die in Absatz 1 erwähnten Verbrauchskapazitäten überschreitet, setzt der Netzbetreiber die Lieferanten davon in Kenntnis, damit sie die überschüssige Erzeugung proportionsmäßig im Verhältnis zu den von diesen Lieferanten auf dem Gebiet des Netzbetreibers, auf dem sich die Anlagen des oder der betroffenen Grünstromerzeuger befinden, gelieferten Elektrizitätsmengen abkaufen."

Art. 45 - Folgende Abänderungen werden in Artikel 32 desselben Erlasses vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird das Wort "gegebenenfalls" vor die Wörter "nach Standardkunden" gesetzt;

2° in Punkt 2° wird das Wort "gegebenenfalls" vor die Wörter "nach Standardkunden" gesetzt;

3° in Punkt 5° werden die Wörter "in der Wallonischen Region" zwischen die Wörter "Netz" und "eingespeisten" eingefügt;

4° in Punkt 6° wird das Wort "Ortslage" zwischen das Wort "Ursache" und die Wörter "und Dauer" eingefügt und werden die Wörter "je Spannungsniveau" ans Ende gesetzt.

Art. 46 - In Artikel 33, Absatz 2 desselben Erlasses wird das Wort "Standardbedingungen" durch das Wort "Bedingungen" ersetzt.

KAPITAL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 47 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Kapitels III, Abschnitt 3, dessen Inkrafttreten von dem Minister bestimmt wird.

Art. 48 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 924

[2004/200693]

4 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 32, 33 en 37;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 24 september 2003;

Gelet op het advies CD-3i04-Cwape-034 van de Waalse Energiecommissie van 5 september 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) van 20 oktober 2003

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies 36.010/4 van de Raad van State, uitgebracht op 27 oktober 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- 2° "budgetmeter" : gasmeter die de facturering en de betaling van het energieverbruik via een oplaadbare kaart of een gelijkwaardig systeem mogelijk maakt;
- 3° "schuldbemiddelaar" : de instellingen erkend krachtens het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling en de schuldbemiddelaars bedoeld in artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 4° "Administratie" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie;
- 5° "NACE-BEL-code" : de nomenclatuur van de activiteiten die het Nationaal Instituut voor de Statistiek (tweede opgave 1998) heeft opgemaakt in een geharmoniseerd Europees kader en die opgelegd is bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, zoals gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993;
- 6° "Plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking" : commissie ingesteld in elke gemeente, overeenkomstig artikel 46 van het decreet;
- 7° "gasdistributiezone" : zone waar gas beschikbaar is, m.a.w. zone waar de afstand tussen het punt van opnemings- en het distributienet kleiner is dan 25 m.

HOOFDSTUK II. — *Openbare dienstverplichtingen voor leveranciers.*

Afdeling 1 — Regelmaat, kwaliteit en facturering van de leveringen

Art. 2. De leverancier koopt de nodige hoeveelheid gas die overeenstemt met het verbruik van zijn eindafnemers, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement bedoeld in artikel 14 van het decreet.

Art. 3. De facturen vermelden hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° de periode waarop de afrekening slaat;
- 2° het globale factuurbedrag;
- 3° de gemiddelde globale prijs/kWh voor de betrokken periode, alle belastingen inbegrepen voor de klanten die niet onderworpen zijn aan de belasting op de toegevoegde waarde;
- 4° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 5° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsook het telefoonnummer van de dienst geschillen;
- 6° het telefoonnummer van de dienst waarmee 24/24 uur contact kan worden opgenomen in geval van vermoeden van een gaslek of van onderbreking te wijten aan een technisch probleem op het netwerk;
- 7° het telefoonnummer van de dienst waarmee contact opgenomen kan worden.

Afdeling 2 — Voorlichting en bewustmaking inzake rationeel energiegebruik

Art. 4. § 1. Voor elke eindafnemer wordt minstens één keer per jaar een samenvattende balans opgemaakt door de leverancier. Die balans beoogt het verstrekken aan de afnemer van een instrument om het energetisch verbruik te analyseren.

Voor afnemers waarvan het verbruik jaarlijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans opgemaakt binnen de maand na de meting. Die wordt samen met de factuur opgestuurd en vermeldt het verbruik van de 12 maanden vóór de meting.

Voor afnemers waarvan het verbruik maandelijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans jaarlijks vóór 31 maart opgemaakt. Ze vermeldt het verbruik voor het afgelopen kalenderjaar.

§ 2. De samenvattende balans vermeldt :

1° voorzover de afnemer reeds beschikte over gaslevering, de gemiddelde globale prijs per kWh, alle taksen en heffingen inbegrepen, de verbruiken, de perioden waarop ze slaan, in de vorm van grafieken, van de periode van twaalf maanden vóór de meting en van de drie voorafgaande perioden van twaalf maanden, voor zover bedoelde leverancier werkelijk geleverd heeft aan de afnemer, of als het gaat om de standaardleverancier bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen;

2° voor de residentiële afnemers, het gemiddelde verbruik van een standaardafnemer zoals vastgelegd door de CWaPE, weergegeven in de vorm van grafieken met vermelding van de positie van de eindafnemer.

§ 3. De door de overheden geïnde overlasten worden in de samenvattende balans vermeld en onder de volgende categorieën ingedeeld met toevoeging van de BTW in voorkomend geval :

- 1° sociale overlasten;
- 2° milieu-overlasten;
- 3° overlasten i.v.m. de werking van de reguleringsorganen;
- 4° heffing voor bezetting van het openbaar eigendom bestemd voor de gemeenten.

Om het aandeel van elke van de vier bovenbedoelde categorieën te kunnen bepalen, wordt de aansluitingsretributie bedoeld in de artikelen 40 en 41 van het decreet verdeeld volgens een sleutel die vastligt in het actieprogramma betreffende de bestemming van het Energiefonds bedoeld in artikel 37 van het decreet.

De gegevens bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden op een duidelijke, verstaanbare en leesbare manier voorgesteld en bevatten geen facturatiegegevens. Het model van de samenvattende balans afgegeven door elke leverancier wordt door de CWaPE goedgekeurd.

Art 5. Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister de bijkomende gegevens die vermeld moeten worden in de samenvattende balans bedoeld in de artikelen 3 en 4.

Art 6. Wat betreft de in aanmerking komende residentiële afnemers, moet de leverancier een prijs voorstellen die uitsluitend op grond van de verbruikte hoeveelheid berekend wordt, met uitsluiting van elk forfaitair bedrag.

In afwijking van het eerste lid kan de leverancier de in het eerste lid bedoelde afnemer een minimale factuur opleggen die hem in staat stelt hoogstens zijn vaste kosten te dekken, met name de kosten voor de toegang tot de vervoer- en distributienetwerken, met inbegrip van o.a. de kosten voor de terbeschikkingstelling van de meetuitrusting, alsook de administratieve kosten voor het beheer van het dossier.

Art. 7. De leveranciers moeten :

1° de in artikel 4 bedoelde samenvattende balansen vergezeld laten gaan van elk document betreffende rationeel energiegebruik dat van de Minister uitgaat;

2° elke premie toekennen met het oog op de bevordering van rationeel energiegebruik of het gebruik van hernieuwbare energieën, overeenkomstig het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet

De Minister bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de premie bedoeld in het eerste lid, 2°.

Art. 8. § 1. In het kader van de toekenning van premies overeenkomstig artikel 7, 2°, kan de leverancier de administratie verzoeken om een voorschot waarvan het bedrag berekend wordt als volgt :

1° de leverancier bezorgt de administratie een lijst van het aantal afnemers ingedeeld in de door de Minister bepaalde categorie afnemers die de premie genieten;

2° het bedrag van het voorschot voor de aanleg van een rollend fonds wordt vastgelegd op 30 % van het bedrag van bovenbedoelde premie, vermenigvuldigd met het aantal afnemers die aanspraak kunnen maken op de premie; dat aantal wordt beperkt tot 20 % van het totaal aantal klanten die de premie genieten, zoals bepaald in punt 1.

De administratie mag de leverancier om alle gegevens en documenten verzoeken die nodig zijn voor de behandeling van het dossier. Ze mag rechtstreeks controle uitvoeren bij de leveranciers.

De administratie betaalt het voorschot binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag of van de bijkomende informatie.

§ 2. De leverancier verschaft de administratie om de drie maanden een aangifte van schuldvordering, in drie exemplaren, samen met een uitgavenoverzicht en de bewijsstukken betreffende de betaling van de premies.

De administratie onderzoekt de uitgavenlijst en de bijgevoegde bewijsstukken na ontvangst ervan. Zodra het bedrag van de toelaatbare uitgaven berekend is, wordt het nodige bedrag door de administratie vereffend teneinde het in § 1 bedoelde voorschot opnieuw aan te leggen.

§ 3. De administratie handelt tot de voorlaatste uitgavenlijst op de wijze omschreven in § 2.

Na ontvangst en controle van de laatste uitgavenlijst, vereffent de administratie het saldo van de uitgaven rekening houdende met het lopende saldo van de voorschotten.

§ 4. De leverancier vermeldt het nummer van zijn financiële rekening in zijn aangifte van schuldvordering, waarin hij de melding "waar en oprecht verklaard bedrag" aanbrengt.

Art. 9. De terugbetaling van de premies, overeenkomstig de beslissing bedoeld in artikel 7, 2°, is voor rekening van het Energiefonds bedoeld in artikel 37 van het decreet.

HOOFDSTUK III. — *Openbare dienstverplichtingen van sociale aard*

Afdeling 1 — Levering aan afnemers

Art. 10. Als de netbeheerder krachtens artikel 9 van het decreet elektriciteit tegen het sociaal tarief levert aan een beschermde afnemer, wordt hij beschouwd als de leverancier van de beschermde afnemer.

Art. 11. De leverancier gaat binnen tien dagen in op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer, geeft hem kennis van de algemene leveringsvoorwaarden en, als het om een residentiële afnemer gaat, van alle voorschriften betreffende de beschermde afnemers, de budgetmeter, en de procedure bij wanbetaling.

Elk stuk waarop de prijzen van de leverancier voorkomen, vermeldt de prijs per kWh, alsook de jaarlijkse factuur van een standaardafnemer.

De leverancier bezorgt zijn residentiële afnemers kaarten die opgeladen kunnen worden d.m.v. het systeem bedoeld in artikel 19 of elk ander gelijkaardig systeem, alsook de bijgewerkte lijst van de punten waar die kaarten verkocht en opgeladen worden.

Art. 12. § 1. Als de afnemer een beschermde afnemer is, geeft hij de leverancier schriftelijk kennis daarvan, eventueel door bemiddeling van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Na advies van de CWaPE bepaalt de Minister het model van het aan de leverancier over te maken document.

§ 2. Voor de categorieën personen bedoeld in artikel 33, 3°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, wordt het document ingevuld door de instelling die de tegemoetkoming verleent en slechts één keer aan de leverancier overgemaakt.

Voor de andere categorieën personen bedoeld in artikel 33 van het decreet wordt het document ingevuld hetzij door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door de schuldbemiddelaar, en jaarlijks aan de leverancier overgemaakt.

Art. 13. § 1. De leverancier levert onder niet-discriminerende voorwaarden aan elke residentiële afnemer die erom vraagt.

Elk verschil van behandeling dat niet redelijk gerechtvaardigd is, o.a. op grond van het statuut, het inkomensniveau of de verblijfplaats, wordt als discriminerend beschouwd in de zin van het vorige lid.

§ 2. De leverancier levert elektriciteit tegen het sociaal tarief aan elke beschermde afnemer die erom vraagt.

Afdeling 2 — Procedure van toepassing op residentiële afnemers bij niet-betaling

Art. 14. Als de afnemer het bedrag van de factuur niet heeft betaald binnen de voorgeschreven betalingstermijn, stuurt de leverancier een herinneringsbrief waarin de volgende gegevens voorkomen :

1° de nieuwe betalingstermijn, die minstens tien dagen bedraagt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende de dienst die bevoegd is om een betalingsplan op te stellen;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende die instellingen;

3° de mogelijkheid om een sociale begeleiding inzake energie aan te vragen bij het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

4° de mogelijkheid om de netbeheerder te verzoeken om de plaatsing van een budgetmeter;

5° de gevolgde procedure als de afnemer geen oplossing heeft voor de betaling van bedoelde factuur; die procedure voorziet in de mededeling van zijn naam aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behoudens uitdrukkelijke weigering van de afnemer. Ze vermeldt eveneens uitdrukkelijk de modaliteiten die van toepassing zijn op de beschermde afnemer, meer bepaald de voorwaarden waaronder de netbeheerder de plaatsing van de budgetmeter voor zijn rekening neemt.

Art. 15. Als de afnemer op de vervaldatum die vastligt in de in artikel 14 bedoelde herinneringsbrief :

1° hetzij het bedrag van de factuur niet heeft betaald;

2° hetzij niet heeft verzocht om de plaatsing van een budgetmeter;

3° hetzij geen betalingsplan is overeengekomen met de bevoegde dienst van de leverancier;

4° hetzij de leverancier niet op de hoogte heeft gebracht, op grond van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de erkende dienst voor schuldbemiddeling, van de onderhandelingen gevoerd om een afbetalingsplan overeen te komen, stuurt de leverancier hem een aangetekende aanmaning. In dat schrijven wordt hij erop gewezen dat hij als wanbetaler zal worden beschouwd als hij geen oplossing voorstelt binnen vijftien dagen na verzending van de aanmaning.

Afdeling 3 - Wanbetaling van een residentiële afnemer en plaatsing van een budgetmeter

Art. 16. § 1. Als een afnemer tot wanbetaler wordt verklaard en geen beschermd afnemer is, stuurt de leverancier hem een schrijven met vermelding van de datum van opschorting van de gaslevering.

§ 2. Als een afnemer tot wanbetaler wordt verklaard en een beschermd afnemer is, verzoekt de leverancier de netbeheerder bij aangetekend schrijven of per e-mail met ontvangstbewijs om hem van een budgetmeter te voorzien en voegt hij de in artikel 12 bedoelde documenten bij.

Op dezelfde datum richt de leverancier een afschrift van het verzoek aan de afnemer en wijst hij hem erop dat zijn personalia overgemaakt zullen worden aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behalve als hij de leverancier binnen vijf dagen kennis geeft van zijn verzet daartegen. De netbeheerder moet vanaf de datum van plaatsing van de budgetmeter aan die afnemer leveren.

Art. 17. § 1. De netbeheerder plaatst binnen twintig kalenderdagen een budgetmeter bij de afnemer die erom verzoekt. De netbeheerder geeft de leverancier kennis van de opmeting die uitgevoerd werd bij de plaatsing van de budgetmeter.

§ 2. Op verzoek van een leverancier overeenkomstig artikel 16, § 2, plaatst de netbeheerder de budgetmeter binnen twintig dagen na de aanvraag.

De netbeheerder neemt binnen vijf dagen na de aanvraag contact op met de afnemer om de dag en het uur van de plaatsing van de budgetmeter overeen te komen. Bij weigering van de afnemer, geeft de netbeheerder het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn schriftelijk kennis van die weigering. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt vervolgens contact op met de afnemer met het oog op de plaatsing van de budgetmeter binnen de termijn bedoeld in het eerste lid.

Als de afnemer de netbeheerder de toegang ontzegt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, geeft de netbeheerder de leverancier kennis van de weigering. Vanaf de datum van de kennisgeving mag de leverancier weigeren om betrokken afnemer van elektriciteit te voorzien zolang geen budgetmeter geplaatst is. Hij informeert zo spoedig mogelijk de afnemer en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De netbeheerder geeft de leverancier kennis van de opmeting die uitgevoerd werd bij de plaatsing van de budgetmeter.

§ 3. De Minister bepaalt de lijst van de gegevens waarover de afnemer moet beschikken, met name de punten waar oplaadbare kaarten verkocht en opgeladen worden of elk gelijkwaardig systeem om de budgetmeter op te laden, alsook de oplaadmodaliteiten en de procedure waarin artikel 22 voorziet.

Art. 18. § 1. Als de budgetmeter geplaatst wordt op aanvraag van een afnemer die niet beschermd is, worden de kosten van de budgetmeter en van de plaatsing ervan hem aangerekend.

De afnemer kan kiezen tussen een contante betaling en een gespreide betaling gekoppeld aan latere verbruiken die volgen op de plaatsing van de budgetmeter.

Als de afnemer voor een gespreide betaling kiest, richt de netbeheerder bij aangetekend schrijven een afschrift van de niet-betaalde factuur aan zijn leverancier en verzoekt hij hem de terugbetaling uit te voeren overeenkomstig artikel 21.

§ 2. Als de budgetmeter op verzoek van de leverancier overeenkomstig artikel 16, § 2, of van de beschermd klant geplaatst wordt, zijn de kosten van de budgetmeter en van de plaatsing ervan voor rekening van de netbeheerder.

Art. 19. § 1. Zolang het in § 2 bedoelde systeem niet geïnstalleerd is, zorgt de distributienetbeheerder ervoor dat elk kantoor dat toegankelijk is voor afnemers, over de gepaste middelen beschikt om de budgetmeter te bevoorraden.

§ 2. De netbeheerders gebruiken in overleg met de CWaPE en de leveranciers een gemeenschappelijk systeem voor de bevoorrading van de budgetmeter. Dat systeem kan ingeschakeld worden op het gezamenlijke grondgebied en maakt de bevoorrading van budgetmeters mogelijk in elke gemeente die vanaf 1 juli 2005 over minstens één gasdistributiezone beschikt.

Na evaluatie zou het in het tweede lid bedoelde systeem ter beschikking gesteld kunnen worden in elke fusiegemeente die op 31 december 1970 een afzonderlijke administratieve entiteit vormde en die minstens een gasdistributiezone bevat.

Art. 20. De leverancier geeft de beschermd afnemer kennis van het juiste bedrag van de lopende schuld bij de plaatsing van de budgetmeter. De invordering van de schuld mag geenszins aangerekend worden op de betalingen van het verbruik dat volgt op de plaatsing van de budgetmeter.

Art. 21. De leverancier die ingevolge de in artikel 18, § 1, bedoelde procedure door de netbeheerder verzocht wordt om de terugbetaling van de kosten van de budgetmeter en van de plaatsing ervan, bestemt maximum 20 % verhoging van de prijs van de verbruikte kWh voor de terugbetaling van de budgetmeter en staat dat bedrag maandelijks af aan de netbeheerder tot hij volledig terugbetaald is.

Art. 22. De beschermd afnemer die zijn budgetmeter niet meer kan opladen tussen 15 november en 15 maart in een woning die hij als hoofdverblijf bewoont, deelt dat schriftelijk mee aan de netbeheerder.

De netbeheerder verwittigt de leverancier van de afnemer en neemt contact op met de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking.

In afwachting dat de commissie een beslissing neemt bezorgt de netbeheerder zo spoedig mogelijk bevoorradingskaarten of elk ander gelijkwaardig systeem om in te spelen op de behoeften van de beschermd afnemer. Het bedrag van die levering blijft voor rekening van de beschermd afnemer.

Op basis van de situatie van de afnemer beslist de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking over de voortzetting van de levering tijdens de periode bedoeld in het eerste lid, over de toepassingsperiode en over het ten laste nemen van de desbetreffende kosten voorafgaand aan en volgend op haar beslissing. Het Energiefonds neemt de gasleveringskosten voor haar rekening overeenkomstig de beslissing van de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking. In dergelijk geval blijft de klant 30 % van de factuur van dat verbruik verschuldigd. De beslissing vermeldt het ter beschikking gestelde volume gas en de voor de schatting gebruikte gegevens, alsook de toepassingsperiode. De handhaving van het mechanisme bedoeld in het tweede lid en de tegemoetkoming van het Energiefonds zijn uitgesloten wanneer de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking tot manifeste slechte wil van de afnemer concludeert.

HOOFDSTUK IV. — *Openbare dienstverplichtingen van de netbeheerders**Afdeling 1 — Veiligheid, regelmaat en kwaliteit van de levering*

Art. 23. Overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen waarborgt de netbeheerder de eindafnemers die aangesloten zijn op het netwerk dat hij beheert, een ononderbroken levering tegen een stabiel uurdebiet en spanningsniveau, behalve overmacht.

In geval van geplande afsluiting, geeft de netbeheerder de betrokken afnemers kennis van de vermoedelijke duur en van het tijdstip van de afsluiting, waarbij een minimale opzegtermijn van 5 dagen in acht wordt genomen.

Na elke afsluiting als gevolg van een technisch probleem op het netwerk wordt de voorziening binnen de kortste tijd hersteld. Te dien einde beschikt de netbeheerder over technische diensten die kunnen optreden binnen 2 uur, behalve overmacht.

Behalve overmacht is de netbeheerder verantwoordelijk voor het integrale herstel van alle schade die door zijn schuld of bij gebrek aan voorzorg zijnerwege veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de spanning of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. het technisch reglement en de overeenkomsten. De CWaPE kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange afsluiting. De CWaPE brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

*Afdeling 2 — Milieubescherming.**Onderafdeling 1 — Individuele aansluiting*

Art. 24. Het aansluitingswerk dat bestemd is om één toegangspunt te bevoorraden, bevat de individuele aansluiting op het distributienet, eventueel via een collectieve aansluiting, en de meetapparatuur.

Art. 25. De netbeheerder beantwoordt elke aanvraag tot individuele aansluiting binnen tien dagen wanneer de afnemer zich in een gasdistributiezone bevindt. Onverminderd artikel 32, 3^o, c, van het decreet en overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement geeft de beheerder de afnemers binnen bovenbedoeld tijdstip kennis van de financiële en technische voorwaarden van de aansluiting, alsook van de termijnen voor de verwezenlijking van de aansluiting.

Voor een individuele aansluiting draagt de afnemer enkel de kosten voor het deel van de individuele aansluiting dat eventueel noodzakelijk ter aanvulling van de standaardaansluiting op het net.

Art. 26. Bij de aansluiting verschaft de netbeheerder de afnemer elk door de minister voorgeschreven document betreffende de maatregelen ter bevordering van rationeel energiegebruik.

Onderafdeling 2 — Netuitbreiding

Art. 27. De netuitbreidingen bepalen de nieuwe distributieleidingen en de collectieve aansluitingen die geen individuele aansluiting vormen en die bedoeld zijn om op geschikte wijze in te spelen op de ontwikkelingsbehoeften van betrokken net. De procedures bedoeld in de artikelen 28 tot 31 omschrijven het doorlopende proces van de opvolging van de netuitbreidingsmogelijkheden door de leveranciers en de netbeheerders. Het bepaalt in de mate van het mogelijke de fysieke lokalisatie van die leidingen.

Art. 28. Als één of meer leveranciers op basis van een commerciële studie de netbeheerder informeren dat potentiële klanten een gasaansluiting wensen, leggen zij hem een netuitbreidingsdossier voor.

Dat dossier bevat o.a. :

- een situatieplan van de uit te voeren potentiële aansluitingen;
- de eventuele technische specificiteiten betreffende de bevoorrading van één of meerdere afnemers, m.i.v. de opnemingsmodaliteiten;
- een kopie (eventueel zonder de gegevens die commercieel gevoelig zijn en die niet vereist worden voor het onderzoek van het dossier) van de schriftelijke verbintenissen van de potentiële consumenten met vermelding o.a. van de voorziene consumptie van de betrokken afnemers;
- een schatting van de bijkomende potentiële aanvraag, nog niet bevestigd door schriftelijke verbintenissen vanwege potentiële afnemers, vergezeld van de berekeningsmethode en de onderliggende hypothesen.

Art. 29. Het (de) dossier(s) bedoeld in artikel 28, aangelegd in twee exemplaren, wordt (worden) overgemaakt aan de netbeheerder, hetzij per aangetekende brief, hetzij elektronisch met ontvangstbewijs. De netbeheerder beschikt over dertig dagen om bijkomende informatie te eisen; na afloop van die termijn wordt de aanvraag geacht volledig te zijn. Indien de aanvragers achten dat eventuele opeenvolgende verzoeken om nadere gegevens ongegrond en opschortend zijn, mogen ze om de tussenkomst van de CWaPE vragen.

Art. 30. § 1. De netbeheerder geeft de aanvragers kennis van de termijn die nodig is om het onderzoek uit te voeren; die termijn bedraagt hoogstens drie maanden, te rekenen van de datum van de definitieve ontvangst van de aanvraag.

De netbeheerder neemt alle in de loop van de laatste twaalf maanden ingediende en nog steeds lopende dossiers in aanmerking om na te gaan of de geplande uitbreiding economisch gerechtvaardigd is. De geografisch aangrenzende uitbreidingen of uitbreidingsprojecten worden eveneens in aanmerking genomen.

Om vast te stellen of de uitbreiding economisch gerechtvaardigd is, wordt rekening gehouden met de gezamenlijke gegevens waar ze betrekking op heeft, m.i.v. de geplande individuele aansluitingen.

Om de rendabiliteit te berekenen legt de netbeheerder een verband tussen de door de nieuwe aansluitingen verwachte bijkomende producten en de lasten van de geplande uitbreiding, met inachtneming van de richtlijnen bedoeld in paragraaf 3. Die richtlijnen worden nader bepaald door de Minister.

§ 2. De beheerder geeft kennis van zijn gunstige of ongunstige beslissing tot uitbreiding binnen de tien dagen na afloop van het onderzoek van het dossier.

Als uit het onderzoek blijkt dat de uitbreiding economisch niet gerechtvaardigd is, kunnen de aanvragers bij de Minister van Energie een beroep instellen tegen de beslissing van de netbeheerder, onverminderd artikel 32, 3^o, b., vierde lid, van het decreet.

De Minister wint het advies van de CWaPE in en beslist binnen 50 dagen na ontvangst van het beroep.

§ 3. De rendabiliteit van een gegeven uitbreiding wordt berekend volgens de methode van de netto geactualiseerde waarde waarbij als actualisatievoet gebruik gemaakt wordt van de netto-vergoedingsvoet van het geïnvesteerde kapitaal van de netbeheerder, zoals bepaald door de CREG, of van de maandelijkse tegenwaarde ervan. De overwogen afschrijvingsduur bedraagt minstens tweehonderd veertig maanden.

Elk uitbreidingsproject waarvan de geactualiseerde nettowaarde nul of positief is wordt beschouwd als economisch gerechtvaardigd en wordt in het volgende uitbreidingsplan opgenomen.

De in overweging te nemen uitgaven zijn de volgende :

- de uitvoering van de beginaansluiting van de uitbreiding op het bestaande net, de leidingen die de uitbreiding vormen, de aansluitingen (meters inbegrepen) waarvan de kosten van de onderdelen en de arbeid niet door de gebruikers gedragen worden;

De distributiecabines, de meet- en controleorganen en de organen die voor de veiligheid zorgen;
 - de algemene kosten op voornoemde posten;
 - de exploitatieuitgaven in rechtstreeks verband met de uitbreiding, zonder rekening te houden met de financiering of de afschrijving.

De opbrengsten bestaan uit :

- de bijdragen in de investering van derde;
- de geschatte opbrengsten, op basis o.a. van de aansluitingsperspectieven van de verschillende categorieën gebruikers, hun gebruiksprofiel, de geraamde bijdragen voor het gebruik van het distributienet volgens de tarieven goedgekeurd door de Commissie voor de Regulering van Elektriciteit en Gas;
- de in artikel 32 van het decreet bedoelde overnames van provisie overeenkomstig artikel 31 van dit besluit.

De geschatte opbrengsten kunnen opgenomen worden in de vooruitzichten inzake inflatieontwikkeling, zoals gedaan door het Federaal Planbureau.

Art. 31. Als de geactualiseerde nettowaarde van een uitbreiding die gepland wordt in het kader van de voorbereiding van het uitbreidingsproject negatief is, kan de beheerder voor dat project een provisie aanleggen om het economisch te rechtvaardigen door de geactualiseerde nettowaarde tot nul te herleiden. Die provisie mag niet hoger zijn dan het bedrag dat noodzakelijk is om die voorwaarde te vervullen.

De overname van de provisie die dient om de uitbreiding uit te voeren mag in de loop van een gegeven jaar niet hoger zijn dan de som van de geschatte exploitatielasten ermee gepaard gaan. Bij het onderzoek van elk nieuw project met een negatieve geactualiseerde nettowaarde worden de verschillende vast te leggen uitbreidingsprojecten die een synergie kunnen vormen met bedoeld project in beschouwing genomen bij de berekening van de rendabiliteit van het onderzochte project.

Afdeling 3 — Inzameling van gegevens

Art. 32. De netbeheerder verstrekt om de drie maanden de volgende gegevens aan de Minister :

- 1° het globale verbruik, verdeeld per spanningsniveau (lage spanning en gemiddelde spanning), per type-afnemers overeenstemmend met de specifieke belastingskrommen, zoals bepaald door de CWaPE en, voor elke exploitatiezetel, per activiteitensector overeenstemmend met de NACE-BEL-code met 4 cijfers;
- 2° het aantal aansluitingen, verdeeld per spanningsniveau (laagspanning en gemiddelde spanning);
- 3° de personalia van de aangesloten nieuwe eindafnemers, alsook hun activiteitensector overeenstemmend met de NACE-BEL-code met 4 cijfers;
- 4° kWh geïnjecteerd in en opgenomen van elk ander netwerk;
- 5° het aantal afsluitingen per spanningsniveau, alsook de oorzaak, de localisatie en de duur ervan;
- 6° alle informatie over netuitbreidingen.

Als elke activiteitensector die overeenstemt met de NACE-BEL-code met 4 cijfers in het kader van het eerste lid, 1°, slechts één onderneming betreft, worden de gegevens betreffende die onderneming gehergroepeerd worden met die van een andere NACE-BEL-code die zo representatief mogelijk is.

HOOFDSTUK V. — Controle van de CWaPE

Art. 33. De gegevens bedoeld in de artikelen 11 en 14 zijn didactisch, duidelijk, begrijpelijk en aangepast aan de residentiële afnemers.

De algemene voorwaarden bedoeld in artikel 11 en de type-herinneringsbrief bedoeld in artikel 14 behoeven de goedkeuring van de Minister, die zich binnen 30 dagen na de aanvraag uitspreekt.

Art. 34. De CWaPE kan de leveranciers en netbeheerders verzoeken om alle gegevens en documenten die ze nodig heeft om na te gaan of zij hun openbare dienstverplichtingen nakomen. De CWaPE kan controle ter plaatse uitvoeren.

Art. 35. § 1. De leverancier bezorgt de CWaPE jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

- 1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;
- 2° het aantal rappels;
- 3° het aantal aanmaningen;
- 4° het aantal wanbetalers, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen beschermde en niet-beschermde afnemers;
- 5° het aantal aangenomen afbetalingsplannen en de gemiddelde maandelijkse betaling;
- 6° het aantal afbetalingsplannen die niet opgevolgd worden;
- 7° het aantal dossiers overgemaakt aan de O.C.M.W.'s;
- 8° het aantal aanvragen tot plaatsing van een budgetmeter waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op aanvraag van de leverancier of van de afnemer, alsook het aantal effectieve plaatsingen;
- 9° het bedrag van de gemiddelde schuld op het ogenblik van de plaatsing van de budgetmeter;
- 10° elk ander geaggregeerd gegeven bepaald door de CWaPE.

§ 2. De netbeheerder bezorgt de CWaPE jaarlijks vóór 31 maart de volgende geaggregeerde gegevens :

- 1° het aantal afnemers die het sociaal tarief genieten;
- 2° het aantal plaatsingen van een budgetmeter waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen plaatsingen op aanvraag van de leverancier, van de afnemer of van de beschermde afnemer.

Art. 36. De CWaPE maakt een uitvoerig verslag over de nakoming van de aan de leveranciers en netbeheerders opgelegde openbare dienstverplichtingen, overeenkomstig artikel 36, § 1, 8°, en § 2, van het decreet.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 37. Bij de inwerkingtreding van dit besluit geven de netbeheerders de Minister kennis van de personalia van de eindafnemers, alsook van hun activiteitensector overeenstemmend met de NACE-BEL-code met 4 cijfers.

Art. 38. In afwijking van de termijn tot plaatsing van een budgetmeter bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, plaatst de netbeheerder de budgetmeter zo spoedig mogelijk in de loop van het jaar na de inwerkingtreding van hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 39. In artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, worden in fine de woorden "of elk ander gelijkwaardig systeem" toegevoegd.

Art. 40. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven en vervangen door volgend artikel :

"Art. 4. § 1. Voor elke eindafnemer wordt minstens één keer per jaar een samenvattende balans opgemaakt door de leverancier. Die balans beoogt het verstrekken aan de afnemer van een instrument om het energetisch verbruik te analyseren.

Voor afnemers waarvan het verbruik jaarlijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans opgemaakt binnen de maand na de meting. De balans wordt bij de factuur gevoegd en vermeldt het verbruik van de twaalf maanden vóór de meting.

Voor afnemers waarvan het verbruik maandelijks wordt gemeten, wordt de samenvattende balans jaarlijks vóór 31 maart opgemaakt. Ze vermeldt het verbruik voor het afgelopen kalenderjaar.

§ 2. De samenvattende balans vermeldt verplicht :

1° de verbruiken, de periode waarop ze slaan, alsook de gemiddelde globale prijs per kWh, alle taken en heffingen inbegrepen, de periode van twaalf maanden vóór de meting en van de drie voorafgaande perioden van twaalf maanden, voor zover bedoelde leverancier werkelijk geleverd heeft aan de afnemer, of als het gaat om de standaardleverancier bedoeld in het besluit van de Waalse regering van 21 maart 2002 betreffende de in aanmerking komende klanten en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen;

2° voor de afnemers die aangesloten zijn op het laagspanningsnet, het gemiddelde verbruik van een standaardafnemer dat overeenstemt met een specifieke retributiekromme, zoals vastgelegd door de CWaPE, weergegeven d.m.v. grafieken met vermelding van de positie van de eindafnemer;

3° de primaire energiebronnen die jaarlijks gebruikt worden voor de productie van de geleverde elektriciteit, weergegeven d.m.v. grafieken of percentages.

§ 3. De leverancier vermeldt de primaire energiebronnen vanaf 1 februari van bedoeld jaar aan de hand van de contracten gesloten tussen de leverancier en de producent(en) voor de elektriciteitsvoorziening van zijn eindafnemers in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

Als het contract niet op een welbepaalde installatie slaat, worden de primaire energiebronnen bepaald op grond van het globale productiepark van de betrokken producent.

Als de leverancier zich van elektriciteit voorziet bij één of meer tussenpersonen, wordt bij gebrek aan contracten die specifiek betrekking hebben op bepaalde installaties rekening gehouden met het gemiddelde van de primaire energiebronnen die gebruikt worden om de door de tussenpersoon afgenomen elektriciteit te produceren.

Als de leverancier zich van elektriciteit voorziet bij een elektriciteitsbeurs, wordt bij gebrek aan een specifiek contract met de producent rekening gehouden met het gemiddelde van de primaire energiebronnen die gebruikt worden voor de productie van elektriciteit die het voorwerp is van transacties op de elektriciteitsmarkt.

De primaire energiebronnen worden ingedeeld in de volgende categorieën :

- 1° hernieuwbare energiebronnen (hydraulisch, windenergie, biomassa, andere);
- 2° natuurgas;
- 3° andere fossiele brandstoffen;
- 4° kernenergie;
- 5° bronnen van onbekende herkomst.

Behoudens uitdrukkelijke goedkeuring door de CWaPE, mag het percentage bronnen van onbekende herkomst niet hoger zijn dan 5 %.

De leveranciers bezorgen de CWaPE jaarlijks vóór 1 februari een verslag over de primaire energiebronnen die gebruikt worden voor de productie van de elektriciteit geleverd in de loop van het afgelopen kalenderjaar.

§ 4. De door de overheden geïnde overlasten, in voorkomend geval BTW inbegrepen, worden in de samenvattende balans vermeld en in de volgende categorieën ingedeeld :

- 1° sociale overlasten;
- 2° milieu-overlasten;
- 3° overlasten i.v.m. de werking van de reguleringsorganen;
- 4° heffing voor bezetting van het openbaar eigendom bestemd voor de gemeenten.

Om het aandeel van elke van de vier bovenbedoelde categorieën te kunnen bepalen, wordt de aansluitingsretributie bedoeld in de artikelen 40 en 41 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt verdeeld volgens een sleutel die vastligt in het actieprogramma bedoeld in artikel 37 van het decreet.

De gegevens bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden op een duidelijke, verstaanbare en leesbare manier voorgesteld en bevatten geen facturatiegegevens. Het model van de samenvattende balans afgegeven door elke leverancier wordt door de CWaPE goedgekeurd.

Art. 41. In artikel 21, § 1, van hetzelfde besluit wordt "waar de kaart" vervangen door "waar het budgetsysteem".

Art. 42. In artikel 24, § 1, van hetzelfde besluit wordt "zijn kaart" vervangen door "zijn budgetmeter".

Art. 43. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid van artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Overeenkomstig de desbetreffende wettelijke en reglementaire bepalingen voert de netbeheerder de taken en verplichtingen uit die hem krachtens het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan ten laste vallen om de eindafnemers die aangesloten zijn op het netwerk dat hij beheert, een onderbroken levering en een stabiel spanningsniveau te waarborgen, behalve overmacht.

2° in het tweede lid wordt de zin "waarbij een minimale opzegtermijn van achtenveertig uur in acht wordt genomen" vervangen door "overeenkomstig het termijn bepaald bij de besluiten van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de technische reglementen voor het beheer en de toegang tot de distributienetten van elektriciteit in het Waalse Gewest en voor het beheer en de toegang tot het plaatselijk transportnet in het Waalse Gewest";

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt : "Behalve overmacht staat de netbeheerder in voor het integrale herstel van alle schade die door zijn schuld of bij gebrek aan voorzorg zijntwege veroorzaakt wordt aan de installaties van de afnemer wegens storing van de frequentie - voorzover ze instaan voor het beheer van de frequentie - van het spanningniveau of wegens ongewoon verlengde afsluiting t.a.v. het technisch reglement en de overeenkomsten. De CWaPE kan verzocht worden om een gemotiveerd advies in geval van abnormaal lange afsluiting. De CWaPE brengt haar gemotiveerd advies uit nadat ze de betrokken partijen heeft gehoord.

Art 44. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "behalve compensatie van de netverliezen" ingevoegd tussen "eigen verbruik" en "of";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd : "Als de overtollige productie de in het eerste lid bedoelde verbruikscapaciteiten overschrijdt, verwittigt de netbeheerder de leveranciers zodat zij de overtollige productie proportioneel kunnen opkopen naar rato van de elektriciteitshoeveelheden geleverd door de leveranciers op het grondgebied van de netbeheerder waar de installaties van de betrokken producent(en) van "groene" elektriciteit gevestigd zijn. »

Art. 45. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in 1° worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd vóór de woorden "verdeeld per standaardafnemer";

2° in 2° worden de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd vóór de woorden "verdeeld per standaardafnemer";

3° in 5° worden in fine de woorden "in het Waalse Gewest" toegevoegd;

4° in 6° wordt het woord "localisatie" ingevoegd tussen de woorden "oorzaak" en "en duur" en worden in fine de woorden "per spanningniveau" toegevoegd.

Art. 46. In artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "type" geschrapt.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 47. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van hoofdstuk III, afdeling 3, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Minister bepaald wordt.

Art. 48. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 925

[2004/200692]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des moyens supplémentaires ont été prévus au budget 2004 de la Région wallonne afin de rencontrer les demandes d'accompagnement de plus en plus nombreuses émanant des personnes justifiant d'une perte d'autonomie physique, mentale ou sociale, ne leur permettant pas de résoudre les problèmes de vie quotidienne à domicile; que pour le bien être de ces personnes, il est impératif, d'une part, que les moyens supplémentaires soient le plus rapidement possible octroyés aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées et, d'autre part, que, dans le souci d'assurer une répartition équitable des subventions permettant aux habitants des zones d'activité les moins desservies de voir leurs besoins rencontrés, une programmation soit établie sur le territoire de langue française de la Région wallonne ; que pour améliorer l'offre des services, il convient également que dans les meilleurs délais, les assistants sociaux encadrant le travail des aides familiales et des gardes à domicile soient plus nombreux pour assurer cette mission et que la reconnaissance du métier de garde à domicile soit établie;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° services : les services d'aide aux familles et aux personnes âgées exerçant une ou plusieurs des activités suivantes :

a) une aide à la vie quotidienne. Celle-ci a pour but de réaliser avec le bénéficiaire des actes de vie quotidienne, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant approbation du statut de l'aide familiale, en vue de lui permettre de continuer à participer à la vie sociale;

b) une garde à domicile. Celle-ci a pour but d'optimiser le bien-être mental, physique et social du bénéficiaire qui, pour des raisons de santé, a besoin d'une assistance renforcée à son domicile;